

*l'Anti*capitaliste

BI 1 | AOÛT 2017

la revue mensuelle du **NPA**

DEFENSE
DE
FUMER



4^E CONGRÈS NATIONAL BULLETIN DE DISCUSSION N°1



©Photothèque Rouge / JMB



©Photothèque Rouge / Milo



©Photothèque Rouge / Milo

©Photothèque Rouge / JMB

Sommaire

Contribution en vue du prochain congrès <i>Comité Fumel-Villeneuve</i>	3	Pour un congrès de rassemblement <i>Laurent, Chambéry</i>	18
Un front démocratique et social pour combattre le néo-libéralisme autoritaire <i>Emile</i>	4	Haut les cœurs ! <i>Julien (Agen, 47), pour la Fraction l'Étincelle</i>	19
Avancer vers une nouvelle expression politique des exploités et des opprimés. <i>Patrick (Rouen)</i>	5	Notre analyse de la crise alimente le populisme et les illusions antilibérales <i>Gaston Lefranc</i>	20
Construire un parti révolutionnaire ou un « espace politique des exploités et des opprimés » ? <i>Isabelle U. (33)</i>	6	Notre congrès doit discuter d'un programme économique de sortie du capitalisme <i>Gaston Lefranc</i>	22
Pour construire la mobilisation, faire vivre une opposition au « dialogue social » et à l'institutionnalisation des syndicats <i>Laurent Delage (33)</i>	7	Travailler au développement qualitatif et quantitatif des luttes <i>Serge (Comité de Brest, Tendances Claire) ; Tristan (Comité Paris 10ème, Tendances Claire)</i>	23
L'égalité des sexes : un combat démocratique pour l'émancipation du monde du travail uni <i>Mónica Casanova</i>	8	Protéger le parti et ses militant-e-s, former au contrôle et à l'usage des outils numériques de diffusion et d'échange d'informations face à la surveillance <i>Frédéric, comité Créteil (94)</i>	24
Concilier réforme et révolution ou la France Insoumise comme nouveau moteur politique de la P1 <i>Armelle, CE</i>	9	Une phase de reculs sociaux qui percutent les révolutionnaires <i>Alice (Grenoble), Antoine (Paris 20e), Robert (94 – Villejuif), Sylvain (Toulouse)</i>	25
Construire le Front social, construire le NPA : aucune contradiction ! <i>Marie-Hélène (CE, 76) et Mathilde (CPN, 92 Nord).</i>	10	Construire les luttes et la conscience de classe. <i>Antoine (Paris 20e), Simon (93 – Pantin), Sylvain (Toulouse)</i>	26
Faire du NPA un instrument pour la construction d'un parti des travailleurs <i>(Yvan, CE, 91)</i>	11	Contribution <i>Alain (Saint-Denis), Cathy (Saint-Denis), Jean-Marc (Saint-Denis), Lemmy (Vitry sur Seine), Lucie (Besançon), Marie-Anne (Blois), Sandrine (Clermont-Ferrand)</i>	28
Un choix réaliste pour le NPA <i>Jean-François Cabral (CPN-93)</i>	12	Les scores de JLM et de la FI : baromètres de la crise du mouvement ouvrier... et des défis du NPA <i>Julien S. (93 – Pantin)</i>	29
D'un congrès à l'autre <i>Galia (91)</i>	13	Contre tout repli ou abandon, (re)construire une organisation révolutionnaire <i>Jean-Philippe Divès</i>	30
Un congrès incongru <i>Christian Nguyen</i>	14	Bilan d'étape pour refonder un NPA ouvrier et anticapitaliste à la hauteur des enjeux de la nouvelle situation <i>Daniela (93, CE)</i>	31
Reprendre goût à la politique <i>Alexandre (Poitiers)</i>	16	Un congrès des choix pour le NPA <i>Léon Crémieux</i>	33
Au-delà du NPA – mais pour qu'il trouve sa raison d'être et de se dépasser. <i>Catherine Samary – Paris 18</i>	17		

Manifestation du 1er Mai entre les deux tours des élections Présidentielles 2017 © Photothèque Rouge/MILO



Contribution en vue du prochain congrès

COMITÉ FUMEL-VILLENEUVE

BILAN DES ÉLECTIONS ET PARTICIPATION :

Globalement, le comité estime que les résultats ne sont pas bons. Nous nous posons la question de savoir si le NPA se condamne pour des années, à l'image de L.O., à participer aux élections afin d'y faire des scores insignifiants. Nous n'avons relevé aucune analyse sérieuse de la part du CPN (site, journal, etc.) concernant nos résultats. Tout se borne à des constatations du type : la gauche est moribonde, F.I. a siphonné la plus grande partie de notre électorat potentiel au nom d'un vote dit utile, d'autres se sont malencontreusement laissé abuser par le FN ; mais si c'est vrai, cela n'explique en rien pourquoi c'est la F.I. ou le FN qui siphonnent et pas nous. Pourquoi apparaissent-ils plus crédibles que le NPA ? Une question qui n'est apparemment jamais posée.

Nous regrettons aussi que notre candidature aux élections s'affiche dans les medias en annonçant ouvertement que nous ne cherchons pas à conquérir le pouvoir mais qu'elle ne sert qu'à exposer nos idées. Nous considérons que lorsque l'on présente un candidat aux élections, nous présentons un candidat au pouvoir. Participer aux élections revient cher et demande beaucoup d'énergie. Si c'est pour obtenir des résultats dérisoires au point d'avoir perdu 80% de notre électorat en 10 ans, on peut se poser la question de savoir comment l'on continue dans cette voie. A fortiori si le NPA n'est pas candidat au pouvoir.

LA DIRECTION NATIONALE :

L'ambiance assez détestable qui continue de régner au sein du CPN, à travers ses tendances, il suffit de lire le compte-rendu des 1 et 2 juillet pour en mesurer la gravité, ne cesse d'inquiéter. Un CPN, où nombre de délégués étaient absents, qui fonctionne selon nous de plus en plus de manière verticale. A qui profite cette stratégie d'affrontement interne ? La direction nationale, dans ses luttes intestines, ne favorise en rien la construction du parti. Nous avons cru comprendre qu'il y a bientôt dix ans, quand la LCR a troqué son nom pour le NPA, l'objectif principal, pour ne pas dire essentiel, était de bâtir un parti de masse. Qu'en est-il aujourd'hui ? Qu'est devenu cet objectif dont nous n'entendons plus jamais parler ? Le NPA va-t-il continuer à s'enfoncer pour devenir ce qu'il est peut-être déjà : un parti groupusculaire ?

ORIENTATION :

Sur notre programme comme « profession de foi », nous n'avons rien à redire sur le plan idéologique, mais plutôt que d'abuser de qualificatifs en ce qui concerne Mélenchon (ce que la bourgeoisie patronale et médiatique fait très bien aussi par ailleurs), qu'en est-il d'une analyse sérieuse du programme de F.I et des points de convergences que nous pourrions avoir ?

Si notre programme peut correspondre à une situation révolutionnaire, posons-nous la question de savoir pourquoi, dans la situation actuelle, les travailleurs ne l'entendent pas.

Bien sûr, un programme n'est pas un cahier de revendications, mais qu'en est-il aujourd'hui de notre travail sur un programme de transition élaboré avec les travailleurs et au-delà des querelles de chapelle ?

Nous assistons aujourd'hui à des logiques d'appareils dont nous sommes malheureusement partie prenante.

Si nous voulons gagner la rue, c'est en travaillant à l'intérieur de nos syndicats, avec des organisations révolutionnaires (LO et AL par exemple), mais aussi, sans sectarisme en direction des organisations réformistes et de leurs militants.

COMMENT MILITER DANS LES ANNÉES QUI VIENNENT ?...

La situation du NPA en Lot-et-Garonne est compliquée. Concernant le comité Fumel-Villeneuve, aucun de celles et ceux qui ont marqué un intérêt pour le NPA (nous contactant le plus souvent par mails) n'est venu nous rencontrer directement ou pour les très rares qui sont venus, aucun n'est resté. Militer avec aussi peu de forces en milieu rural est très problématique. Ainsi le comité a-t-il émis le souhait de rencontrer, sans encore en avoir défini la forme mais dans le cadre de la construction d'un Front Social, les diverses forces de gauche militant dans le villeneuvois et le fumélois : F.I., P.C., Attac, L.O. (que nous voyons sur les affiches au moment des élections mais pas dans les luttes.), A.L. n'existant malheureusement pas dans le villeneuvois, mais très actif sur l'agenais... Quelques questions pourraient être débattues : l'état d'urgence et la répression policière du mouvement social, la constitution du front social pour les luttes à venir, les ordonnances Macron et la loi travail, la question migratoire...



Un front démocratique et social pour combattre le néo-libéralisme autoritaire

EMILE

Avec l'élection de Macron, il est grand temps de prendre en compte le néo-libéralisme et sa version autoritaire qu'affiche sans complexe le prince-président. Certes le capitalisme demeure le capitalisme tant que le prolétariat n'aura pas réalisé « la conquête de la démocratie » pour utiliser « sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie » selon les propos de Marx et Engels dans le Manifeste communiste. Mais ce serait une grave erreur de ne pas analyser et ni d'expliquer le fonctionnement du capitalisme dans la période actuelle.

Le néo-libéralisme, ou plus exactement l'ordo-libéralisme, est né en Allemagne, dans le cadre de l'École de Fribourg, en réaction aux effets dramatiques pour la stabilité du pouvoir de la bourgeoisie du libéralisme classique. L'ordo-libéralisme repose sur cinq piliers : la propriété privée des moyens de production – seul droit fondamental, la stabilité monétaire, la concurrence libre et non faussée soit deux des bases essentielles des traités de l'Union européenne depuis 1957, l'ordre social cogéré par les partenaires sociaux dont le degré de liberté pour l'acteur salarial est contraint par les normes indépassables du système et enfin l'autonomie de l'entreprise qui constitue l'unique lieu où se tranche les relations entre exploités et exploités.

Sur le plan politique, c'est la mort de la démocratie bourgeoise classique. Ce qui devrait conduire à cesser de cultiver des illusions dans la possibilité d'entreprendre la transformation révolutionnaire de la société dans les limites du cadre institutionnel. Ceci n'est pas une nouveauté, Walter Eucken, l'un des pères fondateurs de l'ordo-libéralisme, se prononçait pour un État fort : « **L'État doit consciemment construire les structures, le cadre institutionnel, l'ordre dans lequel l'économie fonctionne. Mais il ne doit pas diriger le processus économique lui-même.** » Soit le réel programme de Macron, celui dont ces prédécesseurs ont jeté les bases sans pouvoir ou vouloir aller à la racine de cette orientation. Même si pour l'ensemble du personnel politique de la bourgeoisie le modèle de l'économie sociale de marché échappe au débat démocratique ordinaire. La Grèce en a été l'une des preuves la plus probante.

L'un des résultats de ces choix idéologiques est la déprolétarianisation du prolétariat : éclatement des grandes unités de production, destruction des collectifs de travail dans l'entreprise, développement de l'intérim, des contrats précaires, et l'auto-entrepreneuriat, persistance du chômage, exacerbation de la concurrence entre salariés de tous les pays, destruction des liens de solidarité (Sécurité sociale, code du travail), culte de l'individualisme, culte de celui qui réussit.

Un autre résultat est la fin du compromis historique entre l'État bourgeois et les organisations traditionnelles du mouvement ouvrier. Est terminée cette phase dans laquelle pour ne pas tout perdre la bourgeoisie a accepté un compromis social. L'hégémonie de la bourgeoisie s'accompagnait d'une dimension sociale, globale pour la société plus ou moins représentée dans les fonctions de l'État, par les mécanismes de redistribution et de protection sociale. Cela instaurait un cadre idéologique de « progrès » sur lequel prospéraient d'une part le réformisme et sa pratique de la collaboration de classes et d'autre part le productivisme et son ignorance de la nature et de l'environnement.

L'offensive néo-libérale est mondiale, elle a accentué le développement capitaliste productiviste, en accélérant une crise écologique globale dans laquelle l'humanité est en train de s'enfoncer. Nous atteignons un point crucial dans l'histoire du monde, celui où le capitalisme atteint ses limites. Se dessine la convergence, voire la fusion des effets économiques et sociaux d'une crise économique prolongée avec les effets, de dimensions prodigieuses, de la crise écologique en particulier du changement climatique.

Les préoccupations immédiates de celles et ceux d'en bas ne se résument pas aux conditions de travail et aux salaires. C'est aussi, entre autres, la liberté de circulation, l'accès à un logement, l'accès à l'éducation, l'accès au système de santé et de prise en charge des soins aux enfants, aux personnes âgées et/ou dépendantes, se protéger contre la violence policière, une terre cultivable, un environnement non pollué, une citoyenneté pleine et entière quels que soient sa culture, son origine, son genre, son orientation sexuelle... Se pose donc centralement la question de faire se rencontrer les identités multiples pour que se constitue l'unité du prolétariat autour d'un projet commun, global et émancipateur.

Les mobilisations spécifiques, fussent-elles puissantes, ne créent pas par elles-mêmes une réponse politique porteuse d'une alternative au capitalisme. De même, l'illégitimité démocratique de Macron, sa faible base sociale (numériquement parlant, mais puissante politiquement parlant) et sa chute dans les sondages n'impliquent pas automatiquement une riposte d'ensemble. Également, s'en tenir à un discours simplement défensif ou dénonciateur ou se limiter à réagir à telle ou telle mesure présidentielle : tout cela est, certes nécessaire, mais largement insuffisant. Pour construire du commun, il faut être capable d'insuffler un esprit combatif, un esprit qui permette aux couches sociales exploitées et opprimées de se libérer de l'idéologie dominante et de se forger leur propre vision de la société.

C'est ainsi que se pose la question de l'unité du prolétariat qui s'articule autour de la résistance à la politique présidentielle et de l'organisation démocratique de cette résistance. Autrement dit : « **Nous devons confisquer à ces quelques dizaines de milliers de profiteurs le contrôle de la société et de nos vies. A tous les niveaux nous devons nous approprier l'espace public, créer nos outils de décision et de contrôle populaire. C'est à nous de décider des choix qui nous concernent, cela passe par des réseaux de soutien mutuel, de solidarité capables de renforcer les résistances et de générer des institutions autonomes en situation de contrecarrer les assauts de l'ordre néo-libéral.** » (Programme de la candidature Philippe Poutou, page 39).

En conclusion, c'est sur ces bases que le NPA prouvera sa raison d'être, en œuvrant à la construction de l'expression po-

litique de toutes les victimes de la dictature du capital et en militant pour l'émergence d'un espace politique commun à tous les mouvements d'émancipation et synthétisant leurs combats.

Avancer vers une nouvelle expression politique des exploités et des opprimés.

PATRICK (ROUEN)

1. Le capitalisme français a entamé depuis la fin des années 70 une **contre révolution néolibérale** qui a réussi à réorganiser l'ensemble de la société, accentuant le développement capitaliste productiviste, accélérant la crise écologique globale. L'autoritarisme politique s'impose idéologiquement et par l'état d'urgence pérennisé. Elle remet en cause les divers "compromis historique" issus des années d'après-guerre sur lequel prospéraient d'une part le réformisme et sa pratique de la collaboration de classes et d'autre part le productivisme et son ignorance de la nature et de l'environnement.

2. Elle produit une **désorganisation des travailleursES en brisant les liens de solidarité**. Cette offensive utilise et renforce les discriminations genrées et racialisées des travailleursES ce qui constitue un terrain favorable au FN. Tout cela construit d'ores et déjà une **nouvelle réalité de la classe des exploités et des opprimés**, même si d'autres attaques sont encore en préparation, contre ce qui reste du droit du travail, contre les fonctionnaires qui représentent encore presque un tiers de l'emploi, et contre le salaire socialisé, la sécurité sociale. Les prolétaires sont de plus en plus nombreux/ses, de moins en moins « ouvrierES », stables, conscientES : la classe est de plus en plus hétérogène et précaire. La construction de son unité nécessite la rencontre des identités multiples autour d'un projet commun et global.

3. Aux modifications du travail s'est ajoutée l'**offensive idéologique menée** avec constance contre les droits et particulièrement contre l'égalité, contre la solidarité, pour l'idéologie sécuritaire et raciste, contre l'État social et la disqualification des projets progressistes, socialistes ou communistes. Cette contre-révolution s'opère dans une situation générale marquée, après l'effondrement des pays du "socialisme réel", par l'**absence de projet émancipateur global du XXI^e siècle** prenant en compte l'ensemble de ces questions et qui s'appuie sur des organisations et des pratiques sociales susceptibles d'offrir une perspective pour l'ensemble de la société.

4. Tout cela produit l'éclatement du champ politique : nous vivons **une nouvelle phase de l'histoire des luttes politiques et sociales en France**

5. La conjonction de ces modifications s'est traduite par la **disparition de partis de classe, de masse représentant l'essentiel des exploités et des opprimés** autour de la perspective d'un autre monde possible plus juste et plus égalitaire qui soit un point de résistance à l'offensive idéologique et un point d'appui pour les luttes, même si cette représentation était contradictoire participant aussi à la gestion du système et, par bien des aspects, était un obstacle à la réalisation d'une société débarrassée de l'exploitation et des oppressions.

Le PS d'aujourd'hui est en voie de disparition, le Parti Communiste se délite. La FI construit autour de la personne de JLM un appareil pyramidal et caporalisé. Au travail pour une expression politique consciente des exploités et des opprimés, elle subsistue un "peuple" se réalisant derrière le Chef.

Toutes ces organisations sont centrées sur la vie institutionnelle, les mobilisations électorales, et ne sont en aucun cas des cadres d'organisation concrète des exploités et des opprimés dans ses luttes contre le capitalisme.

6. **Les syndicats sont de moins en moins capables d'organiser les travailleursES dans leur ensemble**, sans parler des 5 à 6 millions de sans emploi. En pratique leur terrain d'intervention essentiel est l'entreprise, et les difficultés tendent à le limiter à des questions strictement professionnelles, sans parler des processus d'institutionnalisation en cours.

Le tissu associatif est très dense, très actif, mais sans lien avec une perspective politique globale.

7. Dans les mobilisations sociales, **émergent de nouvelles générations à la recherche de nouveaux espaces politiques** le plus souvent en dehors des formes traditionnelles.

Chaque mouvement construit sa dynamique propre sans produire pour l'instant un effet d'accumulation et de convergence. Nous devons nous y impliquer, prendre en compte la créativité, les apports de ces dynamiques, pour qu'elles permettent la réalisation de processus de construction d'hégémonie contre le pouvoir et l'unification des luttes.

8. Macron utilise les institutions actuelles pour engager son offensive, appuyé par les fractions majoritaires de la bourgeoisie et bon nombre de politiciens de droite et du PS.

Le danger du FN ne doit pas être sous estimé, même si sa crise interne l'affaiblit conjoncturellement : le danger d'un "accident démocratique" n'est pas exclu.

9. Notre priorité dans l'immédiat consiste donc à **bâtir un front de résistance social et démo-**

cratique, en travaillant à organiser la convergence des luttes existantes. Liant les questions sociales et démocratiques, l'enjeu est de construire et de développer des initiatives et échéances de mobilisation pour tenir tête face à un pouvoir qui veut en finir avec ce qui demeure des conquêtes sociales de la classe ouvrière du 20^e siècle.

Il s'agit d'articuler des initiatives par en haut (journées de mobilisation nationale) et par en bas (constitution de collectifs locaux de la gauche sociale et politique) ; de multiplier les discussions et échanges dans les cadres nationaux (en particulier à l'initiative des forces syndicales et associatives).

10. Face au rouleau compresseur néolibéral, il s'agit de **travailler à l'unité la plus large de l'ensemble des organisations qui chacune à leur manière participent à la mobilisation**, qu'elles soient syndicales, associatives et politiques, pour permettre à celles et ceux d'en bas de se retrouver ensemble dans les mobilisations, être capables de faire échec, même partiellement dans un premier temps et ainsi modifier en leur faveur le contexte politique. : notre objectif est l'unification politique des luttes de toutes et tous les exploités et des opprimés.

11. **Mais les mobilisations ne créent pas par elles-mêmes un projet émancipateur, une alternative au capitalisme.** Il faut pour cela partir des expériences des luttes, nous ouvrir à toutes les confrontations politiques, travailler aux convergences de toutes celles et tous ceux qui luttent à leur manière contre le capitalisme. Tout cela n'est possible qu'en changeant radicalement nos pratiques organisationnelles, avec une totale indépendance vis-à-vis du vieux monde politique institutionnel.

12. Pour nous qui militons pour l'émancipation politique et sociale, nous devons donc **travailler à être utiles à la construction d'une expression politique, d'un espace politique des exploités et des opprimés qui synthétise l'ensemble de ces combats**, et qui offre une perspective émancipatrice unifiant les « 99% », qui réponde concrètement à l'ensemble des préoccupations immédiates de notre classe, et en particulier à celles de sa frange la plus fragilisée.

Construire un parti révolutionnaire ou un « espace politique des exploités et des opprimés » ?

ISABELLE U. (33)

La question du parti que nous voulons construire est au centre de nos préoccupations. Elle sera au cœur du congrès qui vient : voulons-nous construire le NPA avec la volonté de participer à la construction d'un parti des travailleurs, révolutionnaire... ou bien construire une « nouvelle représentation » ou un « espace politique des exploités et des opprimés » aux contours vagues et mouvants ?

Dans un texte issu de la réunion nationale P1 diffusé sur la liste CPN, Christian, Christine, Emile, Léon et Patrick écrivent : **« Pour nous, qui militons pour l'émancipation politique et sociale, qui défendons la perspective d'une révolution démocratique et écosocialiste, doit être résolue la question centrale suivante : à partir des bilans des luttes émancipatrices contre le capitalisme, du bilan des organisations de la forme « partiguide », des expériences et des pratiques de l'ensemble des luttes sociales, politiques, comment pouvons-nous être utiles à la construction d'une expression politique, d'un espace politique des exploités et des opprimés qui synthétise l'ensemble de ces combats, et qui offre une perspective émancipatrice unifiant les « 99% », qui réponde concrètement à l'ensemble des préoccupations immédiates de notre classe, et en particulier à celles de sa frange la plus fragilisée ».**

De quel « espace politique » s'agit-il ? Quelle est sa nature et où se situe-t-il dans la géographie politique, et accessoirement par rapport au NPA ? Les camarades cultivent les ambiguïtés mêlées de formulations floues qu'illustre la fin du texte : **« il faut [...] nous ouvrir à toutes les confrontations politiques, travailler aux convergences de toutes celles et tous ceux qui luttent à leur manière contre le capitalisme. Tout cela n'est possible qu'en changeant radicalement nos pratiques organisationnelles, avec une totale indépendance vis-à-vis du vieux monde politique institutionnel. Mais les faiblesses et des défaites des organisations révolutionnaires de la fin du 20^e siècle, on ne peut tirer le bilan qu'on n'a plus besoin d'organisation, de structure collective pour agir ».**

Que de précautions, de détours pour dire les choses... ou ne pas les dire.

Alors que la bourgeoisie intensifie son offensive pour maintenir ses taux de profits, que l'idéologie dominante subjugué la petite bourgeoisie et désarme la classe ouvrière, que les vieux partis du mouvement ouvrier se délitent laissant des militants désorientés, oui nous avons **« besoin d'organisation, de structure collective »**, et plus précisément d'un parti ouvrier qui porte la perspective révolutionnaire, la seule pouvant répondre à la crise globale de la société capitaliste.

Nous avons besoin d'un parti portant l'actualité des perspectives socialistes et communistes, qui soit en rupture morale, intellectuelle, politique avec l'univers idéologique et institutionnel de la bourgeoisie.

La situation est difficile pour le monde du travail et ses militants, troublés pour beaucoup par les évolutions politiques, la dégradation des rapports de forces. Et même si la révolte est profonde comme en témoignent les luttes combattives bien qu'éparpillées, si le désaveu du système s'est largement exprimé au cours de la longue séquence électorale, il n'y aura rien d'automatique pour que se reconstruise une conscience de classe, la confiance dans les capacités collectives du monde du travail qui ne peut naître que de la compréhension des rapports de forces économiques et politiques. Un énorme travail est nécessaire pour aider à la reconstruction de cette conscience. Un parti est indispensable pour y aider, armer politiquement le monde du travail dans ses combats, aider les militants à résister à l'idéologie de la bourgeoisie et à l'attraction institu-

tionnelle, maintenir le fil à plomb même dans les périodes troublées.

En 1938, dans une période particulièrement sombre pour le prolétariat et les révolutionnaires Trotsky écrivait : « *La bourgeoisie, dont la conscience de classe est très supérieure, par sa plénitude et son intransigeance, à celle du prolétariat, a un intérêt vital à imposer "sa" morale aux classes exploitées. Les normes concrètes du catéchisme bourgeois sont camouflées à l'aide d'abstractions morales placées elles-mêmes sous l'égide de la religion, de la philosophie ou de cette chose hybride qu'on appelle le "bon sens". L'invocation des normes abstraites n'est pas une erreur désintéressée de la philosophie, mais un élément nécessaire du mécanisme de la lutte des classes. Faire ressortir cette duperie, dont la tradition remonte à des millénaires, est le premier devoir du révolutionnaire prolétarien* » (dans « Leur morale et la nôtre »).

Deux ans plus tard, en août 1940, en pleine guerre mondiale, il écrivait en réponse à un militant qui en appelait dans un même temps à la « *foi dans la lutte révolutionnaire des masses* » et au « *scepticisme envers toutes les théories* » : « *La foi révolutionnaire n'est possible que si l'on acquiert l'assurance que cette foi est raisonnable et justifiée ; qu'elle correspond à ses buts. Une telle assurance peut seulement être créée par un examen théorique approfondi de la lutte des classes* »...

C'est une des tâches d'un parti ouvrier que d'aider à cet examen théorique, permettre les bilans, comprendre l'évolution du capitalisme. Cette compréhension est nécessaire pour ne pas être entraîné vers le prétendu « bon sens » ambiant, aider les travailleurs et les militants à ne pas céder à l'impressionnisme, résister à ceux qui combattent l'indépendance de la classe ouvrière, tentent de la mystifier en lui substituant le peuple et la patrie...

Rien de sectaire dans la volonté de participer à la construction d'un parti révolutionnaire, bien au contraire. C'est militer démocratiquement au sein de notre classe, débattre, confronter au cœur du mouvement, des luttes et des organisations syndicales en combattant les préjugés institutionnels, le dialogue social, les idées du réformisme pour convaincre de la perspective révolutionnaire, de la nécessité d'un parti pour la porter. Nous nous adressons à l'ensemble des militants de notre classe, et parmi eux à ceux tentés par le repli sur un syndicalisme radical. Nous cherchons à les convaincre de ne pas abdiquer de la question politique, celle du pouvoir, en l'abandonnant aux partis institutionnels.

Nous voulons construire le NPA, l'implanter dans la classe ouvrière en le pensant comme outil de rassemblement des révolutionnaires et des anticapitalistes en rupture avec les partis institutionnels, vers un parti démocratique et révolutionnaire au sein du monde du travail.

Militer dans cette perspective nécessite d'intégrer Lutte Ouvrière dans nos raisonnements. Même si c'est de façon formelle et en se protégeant du débat, Lutte Ouvrière pose elle aussi la question du parti des travailleurs (cf le discours de N. Artaud à leur fête, un de leurs clips de campagne ou encore l'intro de leur brochure d'été). Et quelles que soient les réticences, le débat est de fait engagé et public... Difficile de s'y dérober.

Pour construire la mobilisation, faire vivre une opposition au « dialogue social » et à l'institutionnalisation des syndicats

LAURENT DELAGE (33)

Le parlement a donc voté le 2 août la loi habilitant le gouvernement à tailler dans le code du travail par ordonnances, sans la moindre manifestation des confédérations syndicales, ni même sans rupture de la mascarade des concertations. Macron, Philippe et Pénicaud veulent liquider ce qu'ils peuvent des garanties collectives et du code du travail qui protègent encore les salariés. Ils veulent « *libérer le travail* » et surtout l'exploitation !

Dans la foulée, Simonpoli vient de remettre son rapport à Pénicaud sur « *la reconnaissance et la valorisation des compétences des représentants du personnel et des mandataires syndicaux* »... Fait significatif de la politique du gouvernement qui, en même temps qu'il s'en prend aux droits des travailleurs, veut associer et institutionnaliser les syndicats, qui n'auraient plus qu'à justifier les reculs dans le cadre du « dialogue social »... et des chantages patronaux.

Ainsi, pour déréglementer le contrat de travail et précariser les salariés, le gouvernement veut remettre aux branches le soin de « négocier » de nouvelles règles pour les CDD et l'intérim (nombre de renouvellements, durée des contrats, carence) ou pour les contrats de chantier ou d'opération, véritable liquidation du CDI qui prévoit la clause de licenciement dès la signature du contrat.

De même, la loi prépare une « professionnalisation » des élus, en commençant par la fusion des instances CE, CHSCT et DP. C'est une vraie attaque contre les équipes militantes pour aider les patrons à n'avoir qu'un interlocuteur ou presque, qui sera absorbé par les réunions avec la direction, de plus en plus coupé de la base et de la pression des travailleurs.

Face à la politique de ce gouvernement de DRH, les syndicats acceptent de se prêter au jeu ou collaborent franchement si on peut dire, alors que la bataille contre les ordonnances implique la lutte aux deux niveaux, défendre les droits des travailleurs et l'indépendance de la classe ouvrière et de ses organisations.

La CFDT appelle Macron à « *partager le pouvoir* » et s'insère dans sa politique, se vantant d'arracher quelques miettes quand elle cède sur l'essentiel. Ainsi, pour justifier son ralliement au plafonnement des indemnités prud'homales, elle se vante d'avoir obtenu le relèvement des indemnités légales de licenciement... qui resteront une misère !

L'évolution de FO est symptomatique. Après s'être positionné pour le retrait de la loi Travail l'an dernier, Mailly est devenu un fervent défenseur du « dialogue social », voyant un certain intérêt pour son appareil au niveau des branches où la centrale a des positions. Beaugas, secrétaire confédéral, l'explique : « **Nous sommes présents dans les branches. Nous pouvons espérer négocier raisonnablement les durées des contrats, les carences** »... Bref, s'adapter par avance aux reculs pour refuser l'affrontement !

Quant à la CGT, elle reste dans l'entre deux. D'un côté elle appelle au 12 septembre et dénonce ces concertations : « **6 heures pour démanteler 120 ans de droit du travail conquis par les luttes sociales** ». Mais en même temps, elle continue d'y participer, gardant son rôle de « partenaire social ». Elle permet ainsi à Pénicaud de refermer le piège sur les travailleurs, en bonne DRH qui retient avant tout que « **la CGT est aussi à toutes les tables de discussion** » !

Dans ce contexte, Mélenchon et la FI n'ont aucun mal à apparaître comme une opposition à la politique de Macron, en appelant au 23 septembre, à part de l'appel syndical. Cette politique vise à déporter le mécontentement sur le terrain parlementaire et institutionnel. Ainsi, FI et le PC viennent de lancer une requête au Conseil constitutionnel contre la loi d'habilitation avec ... le PS, responsable de la première loi Travail. Et Chassaigne s'en félicite en expliquant « **nous allons travailler à la construction de convergences avec nos collègues socialistes et "insoumis"** ». Cela confirme bien l'impasse de cette politique. Jamais un parlement n'a empêché de faire passer la moindre loi anti-ouvrière, c'est par le rapport de force que les choses peuvent s'inverser.

Alors oui, il est important de préparer et militer pour la journée du 12 septembre, construire la mobilisation. Mais cela signifie lier, dans toute notre activité, la question syndicale et politique, en particulier pour contester le « dialogue social » et l'institutionnalisation des syndicats.

La politique des confédérations suscite des critiques à la CGT ou à FO. Dans cette situation, il s'agit de regrouper ceux qui veulent mener une politique d'indépendance de classe, en rupture avec le dialogue social, et agir pour que les travailleurs prennent en main la défense de leurs intérêts.

Le NPA doit faire ce travail de reconstruction d'une conscience de classe, dans la continuité des élections présidentielles, sa tâche politique principale. Il doit être capable de faire un état des lieux des discussions dans les syndicats, parmi les travailleurs, pour aider les militants à agir autour d'eux, à regrouper. Il nous faut mettre en œuvre une réelle politique d'opposition syndicale, pour faire vivre un syndicalisme de lutte de classe, démocratique, qui ne craigne pas pour ses positions d'appareil.

Une telle politique signifie sortir le NPA des confusions unitaires, sans contenu politique, sans discussion de nos tâches, de notre utilité en tant que parti des travailleurs.

Dans la résolution majoritaire du CPN de juin, les camarades avancent « l'unité » de façon incantatoire, comme clé de la mobilisation en expliquant : « **cela révèle le fait que l'unité et la mise en mouvement de la classe ouvrière sera une bataille longue et difficile (...)** Mais il ne tient qu'à nous d'organiser, avec d'autres, en utilisant les appels unitaires comme celui initié par Copernic ou celui des organisations politiques des réunions unitaires dans les villes, afin de fédérer toutes les organisations qui le souhaitent pour construire la mobilisation ».

Comme si le problème de la situation était la division syndicale ou celle entre parti et syndicats, en oubliant le contenu de la politique menée par les uns et les autres ! Comment poser le problème de la lutte contre les ordonnances sans poser le problème politique du « dialogue social » ou de l'institutionnalisation des syndicats, au cœur même de l'offensive du gouvernement ? Sommes-nous pour défendre tel quel l'appel « **Pour un droit du travail protecteur des salarié(e)s, non à la loi travail XXL** », où portons-nous partout le débat que c'est par la lutte de classe que les travailleurs pourront imposer leurs droits ?

Travailler à construire la mobilisation est indissociable de notre travail de construction du NPA, en tant que parti et outil des travailleurs, cherchant à élever le niveau de conscience face à la politique des classes dominantes, face aux préjugés réformistes et à toutes les sirènes du « dialogue social ».

L'égalité des sexes : un combat démocratique pour l'émancipation du monde du travail uni

MÓNICA CASANOVA

Chaque jour, des femmes sont victimes de discriminations, violences ou de meurtre parce que femmes, quelle que soit la religion dominante. Elles sont les premières victimes de la crise et de l'exploitation, de la progression des religions et des préjugés sexistes. Partout, elles réagissent comme en juillet en Algérie ou en août en Turquie où des femmes ont dû manifester pour le droit à porter jupes, shorts ou maillots...

Nous combattons l'oppression des femmes inhérente au patriarcat né de la division de la société en classes avec l'appropriation de la propriété privée. Ce n'est pas un combat des seules femmes, il est lié au combat de tous les travailleurs/ses pour se libérer de l'exploitation, de la propriété privée et du patriarcat, son inévitable complément. Hommes et femmes ne peuvent y parvenir les uns sans les autres alors que le développement de la société capitaliste et de la socialisation de la production rend possible aujourd'hui la fin de la propriété privée, l'appropriation collective de moyens de production.

Mais les préjugés ancestraux des sociétés de classe épaulées par les religions ont mis la femme dans une situation de subordination d'autant plus paradoxale que nous sommes au XXI^{ème} siècle. En effet, dans la majorité des pays, un droit aussi fondamental que celui d'avorter et de disposer de son corps est nié. Et donc, le combat pour les droits démocratiques, pour le droit à l'avortement, à l'indépendance économique de la femme ou encore le droit de choisir son partenaire, de ne pas se marier, de divorcer, de choisir son orientation sexuelle est d'une actualité brûlante.

En France, ce combat a été compliqué y compris dans notre parti par des débats autour du voile ou du burkini suite à des lois ou arrêtés gouvernementaux de droite (interdiction du voile à l'école) et de gauche (arrêtés anti-burkini sous le gouvernement Valls) instrumentalisant, pour la plus grande satisfaction du FN, une situation marginale pour stigmatiser les populations immigrées ou provenant de l'immigration supposées musulmanes.

L'indispensable refus de ces lois et décrets faits pour plaire aux réactionnaires et aux racistes a malheureusement amené des camarades à relativiser le combat pour l'égalité des sexes, considérant à tort que combattre les discriminations des populations ciblées par ces lois, c'était soit relativiser le voile et le burkini comme instrument d'oppression des femmes, soit les accepter voire les défendre.

Personne ne compte sur les lois de l'État, responsable de la misère des quartiers populaires et de la discrimination des populations d'origine immigrée qui y vivent pour imposer de droits démocratiques et sociaux, dont ceux des femmes.

Nous nous battons pour les droits démocratiques et la liberté de tou-te-s, y compris celui de pratiquer une religion et d'en porter les signes. Mais, révolutionnaires, nous défendons un projet émancipateur qui va au-delà du simple respect de ces libertés. Nous voulons en finir avec la société de classe et toute forme d'oppression, dont l'oppression sexuelle. Dans ce combat, nous défendons des droits universels issus des luttes progressistes à travers l'histoire en cherchant à unifier notre classe.

UNE LUTTE CONTRE L'OPPRESSION

Tout en contestant les arrêtés et lois contre le burkini et le voile, et en défendant le droit de celles qui les portent à accéder à l'espace public, nous ne taisons pas que le voile et le burkini, portés par contrainte ou par choix, sont un instrument de l'oppression des femmes.

En masquant des parties du corps de la femme parfois dès l'adolescence, ces habits les soustraient au regard des hommes que la femme tenterait (l'inverse n'existant pas, les femmes d'après les préceptes religieux qui régissent ces tenues étant privées de plaisir et donc, de désir). Ces tenues enferment la femme et la réduisent à un objet sexuel, définie seulement par rapport à son statut de vierge ou de femme mariée. Une violence qui attaque aussi les hommes en les réduisant à n'être que des maris et consommateurs sexuels.

DES DROITS UNIVERSELS

Certain-e-s vont jusqu'à théoriser que le prétendu féminisme « blanc » ne peut défendre les intérêts des « non-blanches » « racisées » qui s'identifieraient au port du voile, les considérant toutes comme musulmanes pratiquantes, ce qui est faux. Certain-e-s se revendiquent d'un « féminisme islamique » compatible avec les droits des femmes. D'autres considèrent le « féminisme français » raciste puisque issu d'un pays colonialiste...

Des conceptions qui utilisent, intériorisent les armes de nos adversaires et oppresseurs : enfermer chacun-e dans une catégorie, une patrie, une église, une « race », qui n'aide pas les personnes « issues de l'immigration » à mener ensemble les indispensables combats de classe contre nos ennemis communs, le patronat et le gouvernement.

Le droit de vote, l'indépendance juridique et économique, le droit à la contraception, à l'avortement, au divorce, le droit de choisir sa sexualité, de sortir seule dans la rue, de ne pas cacher son corps, sont universels. Dans toutes les cultures et civilisations, des femmes et des hommes se sont battus pour, contre les tenants de l'ordre surtout religieux mais aussi athées.

POUR L'ÉMANCIPATION DE TOU-TE-S

Nous sommes matérialistes, convaincu-e-s que l'émancipation ne peut qu'être l'œuvre des opprimé-e-s, ici, sur terre. De ce fait athées, nous respectons les croyances et choix de chacun-e en combattant toute forme d'oppression qui vise à contrôler le corps et l'esprit, pour le progrès humain, la maîtrise de sa propre vie et donc celle de son corps, de sa sexualité.

Car les pratiques religieuses qui imposent le port de symboles religieux plus ou moins ostensibles empêchent filles et femmes de pratiquer le sport ou la musique à l'école, de connaître les sciences et tout ce qui permet de comprendre la matière et l'histoire humaine de façon matérialiste, dont la lutte des classes, et d'accéder à la contraception et à l'avortement pour vivre librement avec les hommes dans la société moderne.

La lutte contre l'emprise religieuse est un combat démocratique qui se construit à travers des liens de solidarité entre les femmes et tous les opprimés, quelles que soient leurs origines, qu'elles/ils aient ou non une religion.

Notre combat s'inscrit dans une continuité démocratique et révolutionnaire, dans le nouveau contexte nouveau de mondialisation libérale et impérialiste où la religion progresse comme seule valeur à prétention universelle des classes dominantes dont le système a failli.

Notre perspective est émancipatrice, socialiste, communiste, à la hauteur des progrès de l'humanité dans les domaines scientifique, technique et humain que seules les classes exploitées unies pourront mettre au service de tous et non d'une poignée de parasites servie par l'État et son idéologie d'oppression, dont celle des femmes.

Concilier réforme et révolution ou la France Insoumise comme nouveau moteur politique de la P1

ARMELLE, CE

Alors que le NPA voit son orientation immédiate osciller au gré des résolutions majoritaires en CPN et de leur remise en cause en CE, cette contribution voudrait tenter d'amorcer un débat franc du collier sur l'option stratégique de la P1 et que semble peu à peu relayer (?), accompagner (?),



favoriser (?) le contre courant.

La combinaison de mouvements de masse et de victoires électorales comme vision stratégique telle que défendue par la GA au moment de son départ, est devenue l'orientation de la P1. Alors qu'elle a perdu la majorité au dernier congrès, notamment sur les alliances avec les réformistes, cette orientation est celle qui perce toujours le plus à l'extérieur car la P1 bénéficie encore, à notre échelle, d'un accès important aux médias par le biais d'Olivier Besancenot et dans une moindre mesure de Philippe Poutou. Du « front politique et social » à « la nouvelle représentation des opprimé-e-s et des exploité-e-s » en passant par la construction d'une « opposition de gauche » et des « gouvernements anti-austérité », les terminologies s'adaptent mais le fond reste identique quant au rapport avec les réformistes. Cette orientation a d'abord avancé sous couvert de politique de camarades de la IVe Internationale. Il y a d'abord eu le « Plan B » à Copenhague en novembre 2016 « pour une coopération européenne fondamentalement différente, une Europe de justice sociale, de solidarité, de durabilité et de démocratie », on retrouvait aux côtés de Jean-Luc Mélenchon, Miguel Urban, député européen de Podemos, membre d'Anticapitalistas et accessoirement défendant les mêmes orientations au sein de la IVe Internationale que Christine Poupin et Olivier Besancenot. En février 2017, paraissait un article sur le site du CADTM signé par Christine Poupin et Olivier Besancenot mais aussi Éric Coquerel. Embryon de programme électoral dans lequel étaient largement expliquées les mesures que devraient prendre un « gouvernement de gauche ». Avant, en janvier 2017, la fondation Copernic appelait à une « assemblée de refondation » en ces termes : « Ce qui est en jeu, nous semble-t-il, c'est la reconstruction d'une politisation de gauche solidement anti-libérale, féministe, écologiste, plurielle, unitaire et autogérée, (...) Nous voulons constituer (...) un espace permanent d'échanges ». On retrouve dans ce collectif comme signataires aux côtés de Braouazec (soutien de Macron) et de Clémentine Autain, Olivier Besancenot, Christine Poupin, Pierre Baton, Patrick Le Moal, Sandra Demarcq, toutes et toutes membres de la direction du NPA pour la P1. Mais comme tout cela se faisait « dans la IV », c'était censé ne pas regarder tout le NPA. Néanmoins, cela n'a pas non plus été discuté largement dans la IVe Internationale. C'est donc une ou des tendances non déclarées qui s'expriment.

On nous dira que nous ergotons. Mais cela entre pourtant en cohérence avec l'orientation défendue par ces mêmes camarades dans le parti. Quelques jours avant le premier tour de l'élection présidentielle, Patrick Le Moal écrivait : « La question centrale qui se pose pour des millions [d'exploité-e-s et d'opprimé-e-s], c'est comment se débarrasser des politiques à la Sarkozy/Hollande sans supporter Le Pen ? (...) Et il est clair qu'une élection de Mélenchon, (...) donnerait une situation d'affrontement, qui reposerait de manière centrale, (...) la question d'une nouvelle représentation politique des exploités et des opprimés, dont l'absence explique que nous soyons dans cette situation politique. »

Tout un mécano de coups de coude au réformisme prend forme de nouveau. Il est confirmé dans la résolution politique du CPN des 29 et 30 avril, présentée par Manu, Antoine et Léon : « l'absence d'un parti représentant les intérêts des exploités et des opprimés laisse les mains libres aux ennemis des classes populaires. (...) Mais nous voulons aussi, au-delà de ces luttes, tracer la voie du rassemblement dans une même force politique autour d'un programme anticapitaliste, de rupture révolutionnaire avec le capitalisme et avec ses institutions, qu'elles soient nationales ou européennes. Nous voulons débattre de ce projet avec toutes celles et tous ceux qui cherchent la voie de ce rassemblement nécessaire, certes des organisations ou groupes militants constitués, mais surtout en nous adressant, en rencontrant dans des réunions ouvertes... des militantEs du mouvement social. La refondation d'un projet politico-social et idéologique alternatif à ce capitalisme destructeur de droits sociaux et de l'environnement ne sera crédible et attractive que si elle émerge de pratiques pluralistes et démocratiques, ancrées dans les réseaux militants, rejetant la subordination des mouvements sociaux aux partis politiques – donc en inventant une redéfinition radicale du "politique".

On prend les mêmes et on recommence ! Le projet de la P1 met au même niveau la possibilité d'une hégémonie politique dans la rue et dans les urnes d'où l'importance prise par les débats autour des élections mais surtout des alliances possibles ou non. On dirait parfois que la prise du pouvoir par la voie institutionnelle semble même prendre le pas sur la rue. Prenons en cela le dernier texte de Léon Crémieux (Contribution sur la FI et Mélenchon). Tout entier tourné vers la France Insoumise, il prend comme point de départ la nécessité de « rassembler dans des cadres politiques unitaires les militantEs prêts à mener ces combats (« comment organiser la riposte aux attaques sociales (...), comment construire des cadres d'opposition démocratique et sociale à toutes ces attaques »). Bien sûr, Léon prend soin de préciser « que toute idée de rejoindre, d'une manière ou d'une autre, la FI est hors de propos ». Pourtant, la France Insoumise, disséquée sous toutes ses coutures et parce qu'elle a attiré à elle électoralement parlant une partie de notre camp social doit être « intégr(er) dans nos propositions unitaires, à la fois dans les cadres larges de front unique pour toutes les mobilisations et même, localement pour des initiatives politiques communes (sans évidemment ne s'adresser qu'à eux) ».

Alors Léon pourra prendre toutes les précautions d'usage, l'orientation qui consiste à laisser croire qu'un parti révolutionnaire se construira en ménageant réforme et révolution n'aboutit au final qu'à être sans cesse à la remorque des organisations ou regroupements réformistes, mêmes nouveaux. Alors même que la grève du 12 septembre est connue, que font-ils tous ces réformistes à la tête des principales structures syndicales pour que cette journée ne soit que le début d'une lutte prolongée ? RIEN !

L'expérience du NPA mais aussi le nombre de sections de la IVe Internationale qui se sont frottées à cette orientation ont vu leurs effectifs fondre, leur orientation perdre de plus en plus le fil conducteur de la révolution et de la construction d'un parti dont les membres ont une obsession : intervenir sur le terrain de la lutte des classes pour inverser le rapport de force et renverser le capitalisme.

La route prise par la P1, épaulée par le contre courant ne fera que (continuer de) mener le NPA vers une orientation de dialogue permanent avec les réformistes et d'éloignement de nos tâches centrales d'intervention et de construction dans la classe ouvrière. Ce n'est pas une fatalité mais cela impliquerait que la gauche du parti, à l'occasion du congrès, ne donne pas une légitimité à cette nouvelle potentielle majorité mais cela fera l'objet d'une prochaine contribution.

Construire le Front social, construire le NPA : aucune contradiction !

MARIE-HÉLÈNE (CE, 76) ET MATHILDE (CPN, 92 NORD).

La nécessité de tirer le bilan de l'activité et de l'orientation de notre organisation depuis le précédent congrès n'est pas une évidence partagée d'emblée au sein de la direction. Or, discuter de la situation qui s'ouvre à l'aune de celle qui vient de se clore, de ce que l'on peut en tirer comme enseignements pour l'avenir n'a rien de superflu. Ce qui renforce sans doute cette absence d'évidence c'est la difficulté depuis la naissance du NPA à identifier clairement LA politique de l'organisation, SON activité, SON orientation... à la fois en raison des divergences politiques qui la traversent (sur ses choix tactiques ou stratégiques qui ont forcément des implications sur les priorités militantes des camarades) mais aussi en raison de sa réalité militante inégale (en-dessous d'une certaine surface d'implantation, il est difficile de mettre concrètement en œuvre une orientation).

Pourtant l'analyse de la séquence 2014-2017 et de la manière dont notre organisation y est intervenue n'est pas une petite affaire. Si on mesure tout ce qui nous a percuté et qui a profondément changé les coordonnées de la situation sociale et politique dans le pays (les attentats de 2015 et l'instauration de l'état d'urgence permanent, le mouvement contre la Loi Travail, la faillite du Parti socialiste et le phénomène du « Macronisme » par exemple) on voit bien que ce serait une erreur de ne pas consacrer du temps lors de notre congrès à revenir sur ce que nous avons mené comme politique... et réussi ou pas à faire pour que notre organisation ne soit pas seulement commentatrice de la situation, mais actrice de celle-ci.

A l'heure où la préparation de la lutte contre la loi Travail XXL est encore sur les starting-blocks, il nous semble évident qu'il faille revenir sur toute la « séquence mouvement contre la loi Travail 1 », parce qu'elle n'a sans doute été qu'un 1er round qui a permis des décantations politiques, des sauts dans la consciences d'une partie des jeunes et des travailleurs permettant qu'un 2ème round se joue dès septembre. On pourrait même dire qu'il a déjà démarré avec les manifestations initiées par le Front Social au printemps et le 14 juillet. Et en ce sens-là, notre préoccupation première doit être de déterminer ce que ce futur immédiat impose comme responsabilités à une organisation comme le NPA, organisation militante, anticapitaliste, révolutionnaire, dont le cœur de l'activité doit se situer dans l'intervention au sein de la classe ouvrière et de la jeunesse, pour que la séquence n°2 de lutte contre la loi Travail et son monde capitaliste se traduise par une victoire.

Nous avons constaté durant le mouvement de 2016 qu'aucune des petites organisations d'extrême gauche (ni le NPA ni LO ni aucune autre) n'avait été en capacité de peser de manière significative sur le cours du mouvement à une échelle un peu large. On peut juger que c'est en grande partie en raison de la faiblesse même du mouvement. Mais on peut aussi juger que dans une moindre mesure la faiblesse d'implantation de notre organisation (et de toute l'extrême gauche) dans les secteurs ouvriers dits « stratégiques » est aussi une des coordonnées sur laquelle à chaque fois nous butons lors des mouvements (comme en 2010) qui posent la question de la grève générale et du blocage de l'économie... donc du dépassement des mots d'ordre des bureaucraties syndicales à tous les niveaux, et donc de l'émergence de cadres d'auto-organisations de salariés en lutte dans cette perspective. Il devient donc urgent de ne pas laisser se répéter l'histoire. Chercher à se lier et à influencer des secteurs salariés stratégiques, tenter de construire des directions du mouvement alternatives aux directions syndicales en regroupant les équipes syndicales combattives, les embryons de structures d'auto-organisation, voilà des tâches auxquelles devrait s'attacher le NPA pour affronter les prochaines batailles.

Avec toutes ses limites et imperfections, le Front Social est une tentative pour progresser dans ce sens. C'est pour cela que nous pensons qu'il est vital que le NPA s'engage dans sa construction. Tenter de rassembler les militants et les équipes syndicales combattives, tenter de bousculer l'inertie des directions syndicales, tenter de dépasser la division syndicale qui contribue à la division des travailleurs, voilà des objectifs qui devraient être les nôtres, malgré la diversité des courants qui composent le NPA. Nous ne concevons pas le rôle des révolutionnaires dans la situation actuelle comme de simples passeurs des idées communistes en attendant des jours meilleurs. Nous devons chercher à prendre des initiatives pour accompagner, regrouper les décantations qui s'opèrent dans la conscience d'une partie des jeunes et des salariés. Le succès relatif que rencontre le FS depuis sa création montre qu'il existe un potentiel réel. Ce cadre doit désormais changer d'échelle si on veut qu'il influence plus largement le mouvement ouvrier.

Les camarades hostiles au Front Social disent que celui-ci serait du pur volontarisme au-dessus du niveau de conscience réel des masses. Le rapport de forces entre les classes reste négatif et nous assistons à une offensive de la classe dirigeante mais la situation de ces dernières années est aussi marquée par des fortes résistances, des basculements rapides de situations, des irruptions soudaines de la classe ouvrière sur le terrain des luttes qui peuvent bousculer les plans de la bourgeoisie. Des franges de jeunes et de salariés se sont politisées, ont tiré des leçons de l'expérience collective notamment sur la nécessité du mouvement d'ensemble, sur la nécessité de construire des directions des mobilisations indépendantes des directions syndicales, sur la nature de l'Etat et de la police et donc de la nécessaire indépendance vis-à-vis de ses institutions. Ces décantations politiques ont lieu au sein notamment d'équipes syndicales combattives, qui viennent d'autres histoires politiques que la nôtre. Ces militants ne sont pas devenus magiquement des militants communistes révolutionnaires. Nous ne pensons pas qu'il est possible de gagner immédiatement ces militants au NPA. Mais ne rien tenter vis-à-vis de ces militants signifierait renoncer à organiser ces sauts dans la conscience et les laisser se dilapider.

D'autres camarades pensent que le Front social est un front social et politique qui entretiendrait la confusion sur le réformisme. Cette critique est d'autant plus de mauvaise foi que c'est bien parce que nous sommes convaincus de la nécessité de construire une organisation révolutionnaire délimitée que nous ne pensons pas possible de gagner immédiatement au NPA ces franges militantes qui se sont politi-

sées, radicalisées dernièrement. Le Front social est bien une structure de Front unique à vocation de masse pour l'action. Elle cherche à organiser la bataille contre les attaques du gouvernement. Rien de très neuf sous le soleil. Les révolutionnaires ont toujours participé à des cadres larges dans lesquels se côtoyaient différentes traditions du mouvement ouvrier, dans le but de mettre en mouvement plus largement les travailleurs que ce que nous serions capables avec nos simples forces. Et qui pourrait nier qu'un parti révolutionnaire se construit aussi sur la base de victoires sociales ?

Faire du NPA un instrument pour la construction d'un parti des travailleurs

(YVAN, CE, 91)

L'enjeu du congrès est de prendre la mesure de l'évolution de la situation sociale et politique, des rapports de forces pour rompre avec les confusions et hésitations.

En effet durant la période qui nous sépare du dernier congrès, la politique du NPA n'a cessé d'osciller entre le suivisme et les illusions unitaires et un volontarisme radical sans tenir le cap d'une politique de classe fondée sur une stratégie révolutionnaire s'adressant à l'ensemble de la classe ouvrière en fonction de son niveau de conscience, de ses préoccupations et possibilités.

La tendance à diluer nos délimitations au nom d'une incertaine représentation politique du monde du travail et d'une unité mythique a mis en péril notre capacité à nous présenter à la présidentielle, a empêché notre campagne de donner sa pleine mesure pour, au final, en effacer les angles saillants en contribuant à affaiblir notre capacité à être présents aux législatives, en faisant obstacle à la décision majoritaire d'appeler à voter LO là où nous n'étions pas présents pour, au final, appeler à voter France insoumise partout au deuxième tour et maintenant défendre une orientation où la notion de parti large devient tellement large que le parti se dilue...

Une telle politique nous affaiblit et nous désarme. Elle laisse l'initiative à LO, contribue à marginaliser le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire aggravant le bilan désastreux de ses divisions durant les vingt dernières années et hypothèque l'avenir.

L'OBJECTIF DE CE CONGRÈS, NOUS REGAGNER À NOUS-MÊMES

Le congrès doit permettre au NPA de redevenir l'instrument du regroupement des anticapitalistes et révolutionnaires en vue de la construction d'un parti des travailleurs en arrimant nos activités et interventions à une politique de classe et une stratégie révolutionnaire pour nous donner les moyens de nous implanter dans la classe ouvrière et la jeunesse. Cela implique d'avoir une politique sérieuse vis-à-vis de Lutte ouvrière.

Cela est possible et nécessaire d'un double point de vue : les acquis de la campagne présidentielle et la nouvelle situation sociale et politique qui se met en place.

Contribuer à préparer la riposte et développer l'influence du NPA participent d'une même démarche qui unifie notre activité en tant que parti, notre activité au sein des organisations syndicales, associations, collectifs ou différents cadres unitaires, aider à la prise de conscience par les travailleurs de la nécessité de prendre leurs affaires en main pour affronter le gouvernement et le patronat.

LE TRAIT DOMINANT DE LA PÉRIODE, LE REcul DU MOUVEMENT OUVRIER

Macron ne porte pas un « modèle » de société auquel nous devrions opposer le nôtre ! Son modèle, c'est la lutte de classe, nous aussi !

Macron est le produit, fabriqué par l'establishment, de l'effondrement des partis de droite et de gauche qui ont orchestré l'offensive capitaliste contre le monde du travail et de l'incapacité de ce dernier à intervenir, avec ses armes de classe, dans les luttes politiques où se construisent les rapports de forces pour imposer un autre cours aux événements.

Cela n'a pas de sens de parler de contre-révolution néolibérale, ce qui suppose une révolution, étrange idéalisation du passé ! La victoire de Macron est une réponse des classes dominantes à l'épuisement des partis qui les ont servies par la mobilisation des catégories sociales qui ont un rôle d'encadrement et de commandement dans l'organisation de l'exploitation du prolétariat.

Elle s'inscrit dans les changements politiques au niveau international, conséquence et effets de la crise de 2007-2008. Elle est aussi celle de l'effondrement des vieux partis issus de l'histoire du mouvement ouvrier qui d'une façon ou d'une autre ont porté ou représenté les illusions des classes populaires.

Après les avoir trahies et pour les avoir trahies, ces vieux partis ont été laminés cédant le terrain à la montée des forces réactionnaires.

La France Insoumise est le produit de cette faillite, un populisme de gauche qui flatte les mêmes illusions sans même avoir les liens avec la classe ouvrière.

Sans intervention politique de cette dernière, le développement des rapports de forces conduit à la prochaine étape, l'arrivée au pouvoir d'une droite extrême ou d'une extrême droite, étape à laquelle se préparent le FN et aussi toute la droite.

UN PROGRAMME DÉMOCRATIQUE ET RÉVOLUTIONNAIRE

La faillite globalisée des classes dominantes fait de la lutte pour les droits sociaux et démocratiques, pour la paix, pour l'ouverture des frontières et les droits des migrants, pour la protection de la planète un seul et même combat pour la trans-

formation révolutionnaire de la société, la conquête du pouvoir par les travailleurs et l'ensemble des classes exploitées et dominées.

Face à l'offensive réactionnaire, l'instrumentalisation politique des religions par les classes dominantes ou celles et ceux qui aspirent à conquérir leur place dans l'appropriation des richesses produites par les classes exploitées, nous combattons toute volonté de soumettre la société aux dogmes religieux, contre l'oppression des femmes, pour l'égalité des sexes, contre toute discrimination de genre ou d'orientation sexuelle. Et cela d'où qu'elle vienne, de quelques religions qu'elles se revendiquent. La lutte contre la xénophobie et le racisme est un combat internationaliste pour unir l'ensemble des opprimés.

L'évolution de la société souligne l'importance d'une compréhension internationaliste de la lutte de classe.

Cela est vrai pour répondre à la question de la guerre, des rivalités entre puissances dans le cadre d'un monde libéral et impérialiste, pour la défense des droits des migrants. Cela signifie que toute politique flirtant avec des idées de repli national est contradictoire avec nos objectifs, avec les besoins de la lutte, plus globalement réactionnaire au regard de l'évolution de la société.

La mondialisation capitaliste a accentué la contradiction entre État national et développement de forces productives, cette contradiction est un élément déterminant de la politique de la classe ouvrière. Elle implique d'en finir avec l'Europe des multinationales pour construire une Europe des travailleurs et des peuple.

Le contenu de notre programme est celui d'un parti du prolétariat, de l'indépendance de classe qui s'inscrit dans la continuité de la lutte pour le socialisme, le communisme non pas comme une idéologie utopique mais bien comme expression possible et souhaitable du développement même de la société, de son mouvement réel.

Dans l'ensemble de nos activités et interventions, nous défendons une même orientation fondée sur cette indépendance de classe au quotidien en rupture avec toutes les formes de dialogue social.

C'est sur cette base que nous militons pour organiser la classe ouvrière au quotidien pour qu'elle défende ses propres intérêts y compris sur le terrain politique.

Une telle orientation peut permettre le rassemblement de nos propres forces pour enrayer le processus d'implosion-éclatement en cours aujourd'hui parce qu'elle peut intégrer toutes les expériences, les tendances et courants qui se revendiquent de la classe ouvrière, du socialisme, du communisme sans craindre aucun débat pour donner sa pleine mesure à la démocratie comme méthode d'élaboration et d'intervention.

Un choix réaliste pour le NPA

JEAN-FRANÇOIS CABRAL (CPN-93)

Le prochain congrès ne sera pas un congrès comme les autres. La poursuite du délitement et de l'éclatement du NPA, avec ou sans campagne Poutou, interdit de le croire. Comme elle interdit de penser que nous pourrions en rester à des formules toutes faites sur la nécessaire « refondation » d'un projet pour lequel les divergences sont aussi importantes et durables.

Le réalisme seul est viable et il y a manifestement des éléments structurels à cette crise. Soit nous trouverons des solutions pour vivre avec, même si ce n'est pas cela que nous avons voulu, les unEs et les autres, au départ. Ce qui signifie concrètement un réel *modus vivendi* entre courants politiques différents. Soit le NPA arrêtera tout simplement de vivre si nous croyons l'emporter avec des majorités improbables que personne n'a pris l'habitude de respecter. Car cette recherche de majorité ne conduit pour l'instant qu'à écraser toute forme de débat politique un peu sérieux.

Le réalisme exige par conséquent de prendre la mesure à la fois de la crise de fonctionnement du NPA et celle de nos propres faiblesses politiques, des unEs et des autres, souvent masquées par cette même guerre de tendances.

Mais quels seraient alors les points essentiels que nous aurions besoin de clarifier et qui nous permettraient d'avancer malgré tout ? A cette étape, j'en vois quatre qui n'excluent ni un bilan de notre propre intervention, ni une compréhension plus globale de la situation et des rapports de force, mais sans les noyer non plus dans un texte fourre-tout.

LE PREMIER CONCERNE L'ANALYSE QUE NOUS FAISONS DES ÉVOLUTIONS DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE LA GAUCHE.

La tendance lourde est à la décomposition, mais il y a aussi des éléments de recomposition. Comprendre ce qui se passe avec la France Insoumise, au-delà des caricatures qui peuvent rassurer certainEs, est essentiel. Quelle est notre capacité dans la période à venir à défendre un projet indépendant, anticapitaliste et révolutionnaire, alternatif à celui de la France Insoumise ? Comment ce projet peut-il se construire en lien avec les autres courants du mouvement révolutionnaire en France ?

Évitons d'emblée un piège de plus en plus commun au sein du NPA, celui d'un ton très arrogant sur la forme, lui-même combiné à une grande faiblesse sur le fond. Une dérive que l'on retrouve notamment au sein de la P1, sans doute soucieuse d'interpeller les camarades d'Ensemble confrontés à leurs propres impasses.

Mais cette dérive renvoie aussi et surtout à nos faiblesses politiques en tant que NPA et plus largement à la faiblesse d'un projet qui n'a jamais su se situer clairement face à la « gauche radicale » depuis ses débuts.

Lui opposer simplement une longue liste de slogans révolutionnaires sous prétexte, ou en guise d'approfondissement du programme, est loin d'être à la hauteur. C'est en réalité tout le débat stratégique, abandonné en cours de route, qu'il faudrait reprendre dans cette nouvelle période.

LE DEUXIÈME CONCERNE LES DANGERS QUI MENACENT DIRECTEMENT LE PROLÉTARIAT SUR LE PLAN POLITIQUE ET LA NÉCESSITÉ DE REGARDER LES CHOSES TELLES QU'ELLES SONT : IL Y A



BIEN PLUSIEURS EXTRÊMES-DROITES.

Le danger que représente le FN est suffisamment grave, profond, enraciné et complexe pour qu'on arrête de croire que nous aurions fait quoi que ce soit avec des manifs à 300 pour dénoncer le « fascisme ». Il est temps de dépasser ce genre de polémique épuisante : le danger d'une extrême-droite au pouvoir n'a jamais été aussi grand, mais c'est justement pour cela que nous devons en finir avec les vieilles méthodes impuissantes du gauchisme.

Quant aux attentats commis au nom de l'islam et leur impact sur la vie politique en France, l'enjeu est bien plus complexe que la seule question de l'antiracisme, même si cette dernière est décisive en la combinant à l'ensemble de notre intervention politique.

Le terrorisme au nom de l'islam focalise toutes les attentions. Mais c'est toute une partie du prolétariat qui est aujourd'hui sous la pression d'idées réactionnaires, à la fois politiques et morales. C'est un problème qui s'insère dans une évolution bien plus large qui dépasse le cadre de l'hexagone, celui d'une seule religion et les seules fractions les plus extrémistes. Elle se traduit en France par une situation inédite dans laquelle le religieux est en train d'acquérir une place originale, certes de manière bricolée mais néanmoins désastreuse politiquement, sur fond de théories du complot et de stigmatisation sociale bien réelle pour cette fraction du prolétariat identifiée comme « musulmane ».

La question n'est évidemment pas réductible, sinon de manière simpliste, ni au social ni au religieux. Elle est devenue malgré tout, et malgré nous, une question politique centrale. On ne la résoudra pas par d'éternels faux-semblants, soit en cultivant une forme de dénégation concernant l'islam politique, soit sous forme d'évitement, en se contentant de répéter en boucle les mêmes condamnations de l'impérialisme, certes justifiées mais qui n'épuisent pas tout le sujet.

LE TROISIÈME CONCERNE NOTRE INTERVENTION ET LE PROBLÈME NON RÉSOLU DE CE QU'ON APPELLE LE « FRONT UNIQUE ».

L'émergence du « Front social » a en partie renouvelé la question. Il ne s'agit surtout pas d'en exagérer l'importance, ni d'ignorer ses éventuels défauts de fabrication. Mais la discussion doit être concrète et elle doit nous permettre d'avancer, en lien avec une réelle politique d'implantation dans le monde du travail.

Partir de l'étude raisonnée de nos propres expériences devrait nous éviter deux erreurs : une approche très formaliste sous la forme d'accords entre organisations qui fonctionnent trop souvent comme des coquilles vides et/ou croire à la magie des « dynamiques » censées suppléer les batailles politiques que nous avons à mener.

LE QUATRIÈME DEVRAIT SANS DOUTE SERVIR DE TEST SUR NOTRE CAPACITÉ À VIVRE ENSEMBLE AU SEIN DU NPA.

La polémique autour de ce que certainEs appellent la « Quatrième Internationale » et d'autres le « SU », c'est-à-dire l'un des multiples regroupements internationaux se réclamant du trotskysme dans le monde, n'a rien d'anecdotique. Sur fond d'accusations fractionnelles mais aussi de problèmes politiques réels (la Grèce de Tsipras, Podemos dans l'Etat espagnol...), les relations se sont considérablement dégradées. Le compromis initial manifestement ne tient pas. Le « SU » ou « QI » ne représente pas plus de 300 cotisantEs à jours sur 2000 adhérentes au NPA. Il doit y avoir entre toutes les fractions un régime d'égalité de traitement, de transparence et de réciprocité qui exige de remettre cette question à plat parmi d'autres.

RESTE L'ESSENTIEL : NOTRE CAPACITÉ À PRENDRE À BRAS LE CORPS NOS FAIBLESSES POLITIQUES.

Ce qui relève de notre propre responsabilité concernant notre affaiblissement est soigneusement éludé : tout se ramènerait à des problèmes d'interventions pour A&R ou l'ex-Fraction de LO, ou au sacro-saint programme pour la TC ou le CCR. A moins naturellement que ce soit la faute aux « fractions », c'est-à-dire aux autres, pour la P1, le contre-courant, ou des camarades comme AK, Cathy ou Lemmy. Mais les unEs et les autres seraient sans doute plus crédibles s'ils commençaient par balayer devant leur porte.

En réalité nous avons aussi de sérieux problèmes d'élaboration politique qui minent notre capacité à être utiles et entendus dans la nouvelle période.

Il y aurait sans doute bien des choix communs à partager entre militantEs du NPA. Mais cela exigerait pour le moins de faire du neuf et de rebattre les cartes, en privilégiant le fond et non les accords de circonstance entre tendances pour d'improbables majorités.

D'un congrès à l'autre

GALIA (91)

Lors du dernier congrès, fin janvier 2015, la plate-forme 2 s'était constituée sur le texte « **une orientation anticapitaliste et révolutionnaire pour construire, ensemble, le NPA** ». Il devenait indispensable en effet de clarifier l'orientation politique du NPA plus de deux ans après l'arrivée au pouvoir de Hollande et du Parti socialiste. Il était désormais manifeste aux yeux d'une très grande majorité des travailleurs que le clivage gauche-droite n'avait aucun sens alors que Hollande et son gouvernement aggravaient la politique anti-ouvrière et réactionnaire de Sarkozy. Les formulations telles que « **opposition de gauche** » au gouvernement ou « **gouvernement anti-austérité** » étaient sources de confusion et d'ambiguïté alors que Mélenchon et son mouvement pour la VI^e République se présentaient comme cette opposition de gauche prétendant pouvoir, dans le cadre des institutions, enrayer la liquidation des droits sociaux et des services publics. Au même moment en Grèce, Syriza allait démontrer l'impasse d'une telle politique. Même cet objectif restreint, enrayer les reculs sociaux, est impossible à atteindre sans se placer dans une perspective de rupture avec le capitalisme et ses institutions, nationales et

européennes, sans une intervention massive des travailleurs et de la population convaincus de la nécessité de contester le pouvoir de la bourgeoisie et de leur légitimité à le faire.

Les camarades qui ont formé à ce congrès la P1 voulaient à l'inverse « *construire [...] une opposition de gauche anti-austérité appuyée sur les mobilisations sociales et écologistes, tout en débattant avec ces forces politiques sur le contenu de rupture que nous donnons à cette formule qui ne saurait être amalgamée avec une perspective de majorité parlementaire alternative.* » « *La question de l'unité* », disaient-ils, était devenue « *une question structurante dans la période présente* ».

CLARIFIER POLITIQUEMENT ET AGIR DÉMOCRATIQUEMENT...

Non seulement la clarification que nous avons engagée avec la P2 était rendue indispensable par l'évolution de la situation politique mais c'était aussi la seule voie pour recréer les conditions d'un travail collectif au sein du parti et en particulier de sa direction, paralysée par ses ambiguïtés et les oscillations de sa politique qui en découlaient comme par les affrontements stériles entre blocs.

A ce congrès, aucune des plates-formes n'a obtenu de majorité (environ 35,1 % pour la P1, 26,6 % pour la P2, 21,6 % pour la P3).

Par contre, sur la question des élections à venir sur laquelle se cristallisaient les désaccords quant à l'attitude avec les autres forces politiques, il y avait bien une majorité très nette. La motion A qui indiquait clairement qu'il n'y avait aucun accord électoral possible avec le Front de gauche ou l'une de ses composantes et que le NPA se préparait sans attendre à présenter une candidature « anticapitaliste et révolutionnaire » à l'élection présidentielle de 2017 faisait accord pour plus de 60 % des délégués alors que la motion C, défendue par la P1, attentiste et maintenant le flou tant sur d'éventuelles alliances que sur « l'orientation » d'une candidature, obtenait 36 %.

... OU RECHERCHER UNE MAJORITÉ À TOUT PRIX

Ce ne sont pas les décisions du congrès qui ont été mises en œuvre par la suite. Lors du CPN de mai 2015, les camarades de la P1 mirent au vote sur la présidentielle une motion qui indiquait clairement leur position. « *La situation politique et sociale pose avec acuité la question de la représentation politique de celles et de ceux d'en bas : la classe exploitée et opprimée. [...] Cela suppose d'être attentif à l'expression politique possible du mouvement social et être disponible pour y répondre positivement. Sur ces bases clairement identifiables, le NPA sera présent à l'élection présidentielle. [...] Cela implique la tenue d'une conférence nationale qui décidera de tous ces choix au plus tard en juin 2016.* » Cette motion fut rejetée par 53 voix contre 33 pour mais au CPN suivant, en juin, une motion décidant de « *la tenue d'une Conférence Nationale consacrée à l'élection présidentielle* » et ayant pour objet « *la définition du profil et du programme de la campagne du NPA, et la présentation du ou de la candidat-e du parti.* » fut votée par 42 voix pour contre 27, une partie des camarades de l'ancienne P2 ayant voté cette motion qui remettait en cause les décisions du congrès.

Malgré ces flottements et grâce au regroupement au sein de la PFA des camarades qui avaient soutenu la motion A sur les élections au congrès, la conférence nationale qui s'est tenue fin mars 2016, en plein mouvement contre la Loi Travail, a décidé de présenter la candidature de Philippe Poutou à la présidentielle sur un profil anticapitaliste et révolutionnaire. Il y a eu par la suite d'autres péripéties, qui auraient pu compromettre notre candidature mais le fait que Philippe, le candidat ouvrier, exprime par sa seule présence la rupture avec le monde des politiciens et des grandes fortunes, la sympathie qu'il a suscitée et l'acharnement des camarades pour trouver les signatures ont fait que nous avons pu être présents. La campagne autour de notre candidat a eu un impact très important, elle est un point d'appui pour la suite malgré des tentatives insistantes de tourner la page.

UN CONGRÈS POUR UNE COMPRÉHENSION COMMUNE DE LA PÉRIODE ET DES TÂCHES

Le précédent congrès s'était tenu fin janvier 2015, trois semaines après les attentats contre la rédaction de Charlie Hebdo et l'Hyper casher, à la fois conséquence et élément de l'accentuation de la guerre contre les travailleurs et les peuples et prélude à une évolution extrêmement réactionnaire de la situation politique en France où le PS de Hollande et Valls a joué un rôle primordial.

Des événements d'une importance capitale se sont succédé pendant ces deux ans et demi, déconfiture de Syriza et défaite des travailleurs en Grèce, crise des migrants en Europe, coup de force d'Erdogan et répression brutale en Turquie, terreur contre les peuples en Syrie et en Irak, Brexit, élection de Trump, victoire de Macron, crise au Venezuela, montée des tensions guerrières, exacerbation de la concurrence, aggravation de la crise écologique...

Une des décisions du congrès précédent, votée à une forte majorité, était d'engager un débat stratégique dans le parti, ce qui a été à peine ébauché. La situation nous impose aujourd'hui de reprendre ce travail, de remettre à plat les questions qui font désaccord dans le NPA pour les rediscuter à la lumière de ces bouleversements qui sont en train de transformer profondément la situation mondiale. Il n'est plus possible d'échapper à cette discussion sous peine de nous laisser diriger par les événements et de subir, au nom du recul, les pressions dites « unitaires ». C'est indispensable pour que nous ayons une orientation claire du point de vue des intérêts de la classe ouvrière et des opprimé-e-s et que nous soyons en mesure de faire fructifier les acquis de la campagne présidentielle, de notre intervention dans les mobilisations et les luttes, dans la jeunesse. Ce n'est qu'à cette condition qu'un travail collectif pourra se développer, les tensions se résorber, le NPA se construire comme instrument du rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires dans le monde du travail et la jeunesse.



Un congrès incongru

CHRISTIAN NGUYEN

Cette contribution n'a pas pour objectif de donner des perspectives politiques ni de convaincre les indécis et encore moins les adversaires. D'ailleurs, vu mon peu d'investissement dans la vie du parti depuis maintenant quelques années, je ne vois pas bien ce que je pourrais apporter comme éléments nouveaux susceptibles de faire évoluer les choses. On ne fait pas un congrès sur des bilans me dirait un célèbre vétéran et pourtant ... quel triste bilan ! Pas celui du parti mais le mien, celui d'un sans parti qui décida un jour de 97 d'entrer à la LCR après les événements des législatives à Mantes-la-Jolie et ses affrontements contre Le Pen et le procès qui en suivit.

J'avais la furieuse envie de ne plus refaire le monde autour d'une table avec mes copains, de donner du sens aux multiples engagements qui m'animaient et enfin, d'assumer une vision du monde collective et engagée.

Quelques années plus tard, changement de décor et découverte de la ruralité profonde, de banlieusard je devenais campagnard en découvrant la Creuse, ses militant-es et une autre manière de militer. Une forme de d'activisme raisonné que certains appelleraient de l'électoratisme patenté, où chaque période électorale est un moyen supplémentaire à la fois de faire notre propagande tout en assumant pleinement notre capacité à être élu, que ce soit au plus près des électeurs et des électrices lors de municipales, mais aussi lors de législatives, de régionales, de cantonales ou même lors d'une sénatoriale histoire de pouvoir compter le nombre de grands électeurs qui accepteraient de s'émanciper du giron socialiste.

De cette période est ressorti un solide ancrage nous permettant souvent d'être central dans la vie sociale et politique du département mais également de la région Limousin. Privilégiant la question de l'agriculture, de la ruralité et des services publics, nous avons même réussi l'exploit d'une manifestation nationale à Guéret en 2005 en pleine campagne contre le référendum et sous une neige battante et tonitruante pour le secrétaire du PS d'alors.

Puis peu après la naissance du NPA, vint la campagne des européennes de 2009, dans une région électorale Centre-Auvergne qui allait d'Orléans au Puy en Velay !! Et pour continuer, les régionales de 2010 et l'OVNI Limousin Terre de Gauche et son front social et politique, fortement décrié y compris par mes anciens camarades aujourd'hui à Ensemble ! On peut pourtant penser que la déroute du PS aux dernières présidentielles n'est pas sans relation avec cette première fracture dans l'hégémonie qu'il avait encore sur le reste de la gauche ... en tout cas, Mélenchon lui l'a compris.

Oui, triste bilan de celui qui a vu ses camarades partir et qui lui en veulent d'être resté. Comme nombre d'enfants de l'immigration, on reste toujours apatride dans les yeux des uns et des autres. Pourtant, je ne peux m'empêcher de rester fraternel avec les « unitaires » et les « sectaires », refusant de celer cette division mortifère et gardant une estime reconnaissante pour leur militantisme quelque soient nos désaccords.

Alors en cette veille de congrès, je ne peux m'empêcher de repenser à ceux écoulés et à mes camarades qui les avaient menés, en particulier Olive et Aguirre. Je tarde à donner de mes nouvelles au premier, quant au second, je vais tâcher de conserver son optimisme de l'action.

Reprendre goût à la politique

ALEXANDRE (POITIERS)

Nous vivons une période paradoxale à la sortie de la présidentielle de 2017.

Alors que notre campagne a obtenu un meilleur écho médiatique qu'en 2012.

Alors que Philippe est apparu à une échelle de masse comme un « porte-parole » des classes populaires.

Alors que nous avons pu largement contribuer à démontrer l'escroquerie Le Pen.

Nous n'avons pas su capitaliser cette sympathie politiquement, que ce soit en terme de voix ou d'un point de vue militant.

Il y a évidemment des discordances qui nous échappent, dont un attrait naturel des classes populaires vers la voie réformatrice – qui a donné un fort vote utile pour Mélenchon. Mais les conjonctures extérieures ne peuvent pas expliquer à elles seules notre situation de crise aiguë à la sortie d'une séquence pourtant positive.

Le gouvernement Macron-Philippe commence fort avec des attaques sur nos droits sociaux, une négation des questions écologiques, une politique de non accueil des migrants dans la droite continuité de Hollande – les sorties racistes en plus. L'État d'urgence est maintenue en même temps que tout le reste, ce qui annonce d'ores et déjà les difficultés que nous allons rencontrer lorsque nous résisterons, avec une police plus déchaînée que jamais ayant quasiment une totale impunité. Bref, sur tous les fronts de luttes d'hier, l'élection de Macron ne change rien – voire elle développe les raisons de se révolter. Pour se révolter, si des milliers de militants sont et seront au rendez-vous, force est de constater que les organisations du mouvement ouvrier sont à la ramasse, autant les syndicats que les partis.

Je ne fais pas de paragraphe distinct pour dire que le NPA devra affirmer lors du congrès qui vient que la priorité est d'être moteur dans la construction des résistances. Tout le monde est d'accord avec cela. La vraie question est de savoir quelle

politique le NPA souhaite défendre ? Pourquoi résister et pourquoi militer dans un parti plutôt que dans un syndicat ou seul dans son coin ?

À mon sens, une des lacunes de notre parti – et de notre campagne présidentielle – est le manque de discours politique. Autant nous sommes relativement bons pour dénoncer le capitalisme et le personnel politique, autant nous sommes incapables d'incarner une alternative. Cette incapacité est précisément liée à notre « absence » de discours politique. Nous apparaissions plus comme une organisation de lutte anti-bureaucratique que comme une organisation révolutionnaire.

Lorsque je dis que nous n'apparaissions pas comme une organisation révolutionnaire, je n'entends pas construire un petit – ou grand – parti, caricature léniniste, qui offrirait un mode d'emploi pour la révolution aux classes populaires éblouies par notre brillance. Faire de la politique, incarner une alternative, c'est d'abord poser la question du pouvoir, l'idée que l'on peut faire autrement. Cela n'empêche pas la démocratie interne ou les expérimentations locales, et oblige à penser toutes les questions politiques (sociales, écologiques, démocratiques, féministes, internationalistes, etc.) sans lesquelles aucune prise de pouvoir de celles et ceux d'en bas n'est possible. En refusant la question du pouvoir, c'est-à-dire la mise en avant d'un autre possible, nous nous enfermons dans une posture dénonciatrice, parfois appréciée des classes populaires (cf. Philippe lors du débat) mais insuffisante pour les gagner à l'idée de l'anticapitalisme.

Dans ce domaine, la France Insoumise et Mélenchon parviennent à capter des milliers de personnes en usant de leur programme politique et de leur volonté d'assumer une prise de pouvoir légale. Bien entendu, le NPA n'a pas à reprendre ni le programme « L'avenir en commun », ni la stratégie césarienne de Mélenchon de prise de pouvoir légale, dans les pas du chef. Toutefois, nous avons des leçons à tirer de la FI : sa capacité à discuter politique de manière traditionnelle (programme), de manière nouvelle (vidéos youtube hebdomadaires dans lesquelles de nombreux sujets sont abordés) et de manière institutionnelle (via son groupe parlementaire qui fait apparaître la FI comme la principale opposition au gouvernement Macron – et ce malgré toutes les limites que nous pouvons apporter au parlementarisme). Imaginons le NPA avec un programme (ça nous l'avions – reste à le faire connaître), une vraie politique sur internet (ce qui nécessite des permanents spécifiques, pas des permanents qui s'occupent de tout à la fois) et une réelle capacité à faire vivre nos maigres expériences dans les institutions (nous avons encore une dizaine d'élus) pour bien montrer que, si, nous nous préoccupons du pouvoir. Mais à la différence de Mélenchon, nous serions, nous, à même de dire que cette participation aux institutions est une preuve supplémentaire que le changement ne viendra pas de là... mais des mobilisations – relayées par les élus – et nous avons des dizaines d'exemples de mobilisations.

Le congrès qui vient doit permettre au NPA, à partir des éléments susnommés, de se doter d'une majorité. Le NPA doit sortir de ce congrès avec plusieurs objectifs : retrouver un minimum de cohérence politique avec une majorité élue sur des bases claires ; mettre en place une politique de formations dans l'organisation de façon à faire vivre une culture de parti qui prenne le dessus sur les cultures de fractions ; éditer un programme du NPA ; redéfinir une politique sur internet qui soit en mesure de démultiplier notre audience ; revoir notre politique unitaire (dans la perspective d'un front social et politique, mais aussi dans celle de rassembler « l'opposition de gauche » à Mélenchon, et enfin de construire notre organisation).

Ce congrès doit être celui qui redonne goût à la politique aux militants du NPA.

Au-delà du NPA – mais pour qu'il trouve sa raison d'être et de se dépasser.

CATHERINE SAMARY – PARIS 18

Est-ce une « simplification » des enjeux auxquels nous sommes confrontés – du national au planétaire en passant par l'europpéen – que de dire qu'il s'agit d'une défense et extension radicale de droits humains fondamentaux pour toutes et tous sur une planète viable ?

Des droits pour toutes et tous, c'est-à-dire contre un système de plus en plus « censitaire » basé sur une accumulation de capital (réel et fictif) détruisant les droits humains et l'environnement.

Des droits humains pour toutes et tous, c'est-à-dire aussi, quel que soit son genre, son origine, sa religion...

Ces droits humains fondamentaux sont simples et compréhensibles sur toute la planète, quel que soit le niveau de développement du pays où l'on vit. Il faut les exprimer de façon concrète : « un toit c'est un droit », justice et dignité dans le travail, donc droit de gérer son travail de façon individuelle et collective, accès pour toutes et tous aux savoirs, à la santé, aux droits de citoyenneté, impliquant libertés individuelles et collectives, choix et contrôle de ces choix, dans le respect de l'environnement. Ces droits-là sont intrinsèquement contradictoire au capitalisme globalisé du XXI^e siècle et leur défense est porteuse de « logique transitoire » - pour une autre société, dont la cohérence peut se décliner du local au planétaire, et qui peut s'enraciner dans de multiples résistances à des échelles articulées. Il faut les rendre visibles et efficaces, donc subversives.

Certains de ces droits simples, furent partiellement reconnus au XX^e siècle au sein des métropoles

impérialistes, sous pression des rapports de force passés, notamment de la peur du communisme (interne et externe) ; ils furent alors inscrits dans des « Déclarations des droits » et supposés universels bien que jamais totalement appliqués, notamment aux femmes et aux populations racialisées. Mais, même les plus élémentaires de ces droits sont devenus « insupportables » au capitalisme globalisé du XXI^e siècle qui veut revenir vers le XIX^e siècle en supprimant toutes les protections sociales et statuts collectifs acquis par les luttes passées au moyen de la concurrence généralisée et sauvage de la force de travail sur tous les continents. Tout ce qui relevait d'idéaux socialistes égalitaires serait devenu impossible ou « inefficace ».

Ce discours vise à faire accepter la soumission à des mécanismes et « règles » marchandes devenus lois indiscutables et supérieures à toute défense de droits sociaux et d'enjeux environnementaux. Il s'agit donc d'imposer de telles « lois », que ce soit par des « ordonnances » ou par des Traités internationaux ou européens - tout en divisant pour régner, sur la base d'une logique de guerre, interne et internationale contre le « terrorisme », profondément liberticide et anti-sociale.

Nous devons oeuvrer à la construction de « fronts du refus » - refus de la barbarie de ces règles, de ces statuts déshumanisés - et à celle d'espaces alternatifs, politico-sociaux capables de réinventer des utopies concrètes, en défense de droits pour toutes et tous, sur une planète viable et solidaire. Il faut qu'émerge une nouvelle force politique permettant la « représentation » des populations soumises à la barbarie capitaliste ; elle doit être à la fois un outil pour mettre en place ces fronts de résistance et ces espaces alternatifs – et un produit de leurs avancées. Elle doit incorporer toutes les leçons des avancées révolutionnaires et des échecs passés : donc non pas viser « à prendre le pouvoir » au nom des populations, mais à tout faire pour qu'elles mêmes puissent « le prendre » et l'inventer sur de tous nouveaux critères. Cela implique maîtriser et contrôler les grands choix de société sur des bases démocratiques donc remettant en cause la domination du capital sur les choix et droits sociaux et environnementaux. Cela ne s'invente pas, ni ne se résoud simplement en se proclamant « révolutionnaire ».

Ces grands choix sont imbriqués du local au planétaire en passant par le continental, parce que le capital et ses institutions mondialisées sont organisés à ces échelles. Et les difficultés et enjeux fondamentaux de nos résistances – statut égalitaire des êtres humains et sauvegarde de la planète – ne peuvent être maîtrisés qu'en s'articulant elles aussi du local au planétaire.

Le NPA devrait être porteur d'une telle réflexion et démarche – interne et externe - pluraliste, ce qui implique une capacité à surmonter les comportements fractionnels pour être aussi en mesure de s'adresser à toutes les composantes politiques, associatives, syndicales qui n'acceptent pas les politiques dominantes et l'horizon capitaliste dont elles se réclament de fait. Cela concerne notamment celles et ceux qui ont pu voter pour FI ou s'y retrouvent sans accepter ses prétentions hégémonistes ni le verticalisme de sa direction de fait dont les positionnements stratégiques doivent être discutés. Mais cela concerne aussi toutes les forces qui, sur les divers continents, dans des conditions certes différentes, se confrontent aux mêmes adversaires et enjeux stratégiques. Créons les espaces alternatifs qui permettent l'émergence de contre-pouvoirs et d'utopies concrètes, contre l'enlisement de l'adaptation ou l'appel incantatoire au « grand soir ».

Pour un congrès de rassemblement

LAURENT, CHAMBÉRY

NE PAS REVIVRE LE DERNIER CONGRÈS

Dans un contexte de défaites répétées et d'affaiblissement de toutes les composantes du mouvement ouvrier, le NPA a continué ces dernières années à perdre des militant-e-s et des comités. Si nous disposons encore d'un solide réseau de militant-e-s reconnu-e-s dans leurs villes ou leurs secteurs d'intervention, notre couverture du territoire s'est fortement dégradée. Surtout, nous peinons désormais à disposer d'une visibilité nationale, ce dont témoigne notre quasi-disparition du champ médiatique et la difficulté croissante que nous avons à trouver les moyens financiers et militants de nous présenter aux élections. Bien que nous ayons encore eu la possibilité de passer la barre antidémocratique des 500 signatures lors de la dernière élection présidentielle, nous avons aujourd'hui atteint un seuil critique au-dessous duquel nous risquerions de nous trouver entraînés dans une spirale d'affaiblissement et de marginalisation.

Si les conditions objectives expliquent pour l'essentiel nos difficultés, elles ne nous dispensent pas de nous interroger sur nos propres responsabilités. Il faut ainsi souligner à quel point notre dernier congrès nous a été dommageable, puisque notre incapacité à dégager une orientation majoritaire a non seulement paralysé nos instances, mais aussi démoralisé nos militant-e-s. Privé de majorité, le CPN n'a plus été qu'une vaste foire, où les procès d'intention l'ont emporté sur les débats politiques. Désormais élu à la proportionnel, le CE est devenu un petit parlement des tendances qui n'a pu remplir ses fonctions exécutives. Cette situation a entraîné impuissance et découragement, y compris parmi nos militant-e-s les plus engagés-e-s comme en témoigne l'absentéisme et le turn-over qui s'est instauré au CE.

POUR SUIVRE LE CHEMIN OUVERT PAR LA CAMPAGNE POUTOU

Dans ce contexte très morose, la campagne Poutou a ouvert une fenêtre d'espoir. Elle nous a montré que le NPA pouvait être capable de dépasser ses divisions, puisque la conférence nationale de février 2016 a pu mettre en place une direction de campagne sur la base d'une orientation très largement majoritaire. Elle a aussi fait la démonstration que, dès lors qu'il parvenait à se rassembler, le NPA pouvait devenir un outil efficace, puisque nous avons non seulement trouvé la force d'arracher les 500 signatures, mais aussi de bâtir une campagne utile qui, au-delà de la faiblesse de notre score, a su trouver sa place comme en témoigne l'écho que le discours de notre candidat a rencontré dans les classes populaires.

Si la campagne présidentielle n'a pas réglé tous nos problèmes, elle a porté ses premiers fruits, puisqu'il a été possible dans la dernière période d'élaborer au CPN une orientation majoritaire qui, à défaut d'avoir la force d'une majorité de congrès, en a du moins ouvert la perspective. Elle nous montre ainsi qu'il ne dépend que de nous de dépasser nos propres difficultés, en faisant vivre lors du prochain congrès la dynamique majoritaire que nous avons réussi à construire au cours de notre campagne présidentielle.

La conférence nationale de 2016 a toutefois montré que le rassemblement ne peut réussir que si nous parvenons à nous doter d'une orientation partagée qui puisse solidement définir nos horizons stratégiques. Sans rentrer dans toutes les délimitations nécessaires à une plateforme de congrès, celle-ci devrait pouvoir s'organiser autour de deux concepts stratégiques qui répondent au défi de la période dans laquelle nous entrons.

LA NOUVELLE REPRÉSENTATION POLITIQUE DES EXPLOITÉ-E-S ET DES DOMINÉ-E-S

Le premier de ces concepts est celui de « la nouvelle représentation politique des exploités-e-s et des dominés-e-s » qui a montré sa capacité de rassemblement, puisqu'il a été au cœur de l'orientation de campagne que la conférence nationale de 2016 a adopté à une très large majorité. Si aucun mot d'ordre n'est exempt de limites, celui-ci a un triple intérêt. Il affirme tout d'abord que le NPA est disponible pour participer à la construction d'une nouvelle organisation de masse pour la transformation révolutionnaire de la société, ce qui constitue une disposition nécessaire pour éviter les logiques d'auto-affirmation et de marginalisation qui vont de pair. Il met ensuite au premier rang les exploités-e-s et les dominés-e-s, ce qui nous permet de centrer notre politique sur le mouvement de masse et non sur une logique de recomposition d'appareils. Il lie enfin exploitation et domination, ce qui nous situe sur le terrain de la lutte des classes et permet de l'aborder dans une logique de convergence des luttes.

Bien que les conditions actuelles ne permettent pas de définir aujourd'hui une application tactique de ce mot d'ordre stratégique, il n'en conserve pas moins sa pertinence, dans la mesure où il est indispensable pour préparer le parti à un changement de période que l'instabilité de la situation rend possible. Il nous permet en effet d'être prêts à nous saisir pleinement d'un printemps des luttes d'où pourrait sortir une « Nuit Debout » qui irait jusqu'au bout, autrement dit jusqu'à la construction par le bas d'une nouvelle force capable d'ouvrir une perspective crédible d'alternative anticapitaliste.

LE FRONT SOCIAL ET DÉMOCRATIQUE

Le deuxième de ces mots d'ordre est la construction d'un « front social et démocratique » contre le patronat et le gouvernement. Dans un contexte marqué par la politique de division de la FI, il est essentiel que nous soyons largement identifiés par notre politique de front unique, ce dont témoigne l'écho très favorable que les récentes interventions médiatiques d'Olivier Besancenot en ce sens ont pu trouver. La formule a aussi le mérite de souligner le rôle que les questions démocratiques doivent prendre dans la période, non seulement en raison de l'autoritarisme et de la militarisation croissants des Etats, mais aussi à cause de la montée en puissance de l'extrême-droite dont nous devons apparaître comme les opposants les plus radicaux et les plus déterminés.

Si les circonstances ne permettent pas d'imaginer qu'un tel front puisse dans l'immédiat se mettre en place de manière organique, il n'en doit pas moins demeurer notre boussole stratégique. Dans la période à venir, il est vraisemblable que nous continuerons à voir se développer des luttes partielles et des cadres de résistance hétérogènes, des plus sectaires jusqu'aux plus confus. C'est dans ce contexte que notre mot d'ordre de construction d'un front social et démocratique prend tout son sens stratégique : si nous construisons toutes les luttes, si nous construisons aussi tous les fronts, en intervenant aussi bien dans des fronts partiels du type « front social » que dans des fronts confusionnistes du type « bonnets rouges », notre orientation stratégique est de travailler à leur convergence afin de construire l'unité la plus large, sans laquelle les exploités-e-s et les dominés-e-s ne peuvent avoir de perspective de victoire.

Haut les cœurs !

JULIEN (AGEN, 47), POUR LA FRACTION L'ETINCELLE

Jérémy Corbyn en Grande Bretagne, Sanders aux États-Unis, Iglesias en Espagne ont peuplé les fantasmes de Mélenchon qui a lui-même peuplé ceux d'une partie de l'extrême gauche française.

Tous ces politiciens réformistes ont su capter l'écœurement qui s'est répandu, en particulier dans la jeunesse, au vu de la politique menée un peu partout par ceux qui représentaient peu ou prou « la gauche » et avaient porté des espoirs de changements. Mais dans une période où la bourgeoisie se montre particulièrement avide, leurs auteurs, placés au pied du mur, ne peuvent ou ne pourront faire autre chose que ce qu'a fait Tsípras en Grèce : tourner le dos à ses propres discours et faire... ce que tous les autres ont fait.

Sanders, dans une certaine mesure Iglesias, se sont déjà en partie discrédités auprès de la jeunesse qui les avait soutenus. Pour le premier, dès l'annonce de son soutien actif à Hilary Clinton. Pour le second lors des élections législatives répétées de 2016, les premières élections ayant donné lieu à des tractations entre Podemos et le PSOE qui ont entamé son crédit en particulier dans la jeunesse.

Si personne ne doute, dans nos rangs, du fait qu'il n'y a rien à attendre de tels leaders, certains peuvent être tentés de se « couler » dans l'ascension de leur mouvement. Il peut paraître tentant de s'insérer dans ce public qui, assez massivement, se déplaçait aux meetings de Mélenchon et qui voit encore en lui l'opposant par excellence à la politique pro-patronale de Macron-Philippe. En y ajoutant la lassitude de

constater la marginalité de nos scores électoraux. Cela ne signifie pas pour autant que nos idées ne rencontrent aucun succès. Tous les camarades qui ont fait la campagne présidentielle ont pu constater l'indéniable sympathie suscitée par notre candidat : une voix ouvrière impertinente et qui dérange, la voix d'un travailleur révolutionnaire, qui porte au-delà de l'horizon électoral.

DES POSSIBILITÉS DE RECRUTEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DANS LA JEUNESSE

Notre campagne a attiré une fraction de la jeunesse qui, pour peser bien peu électoralement, n'en ouvre pas moins des perspectives pour une organisation comme la nôtre. Notre campagne doit être mise en perspective avec la lutte contre la loi Travail de l'année précédente. Cette lutte a été diverse mais nous y avons côtoyé des gens qui se sont radicalisés au fil des semaines. Pour l'heure, en attendant des luttes sociales d'une autre ampleur, elle a aussi mis en avant des lycéens et étudiants, mais aussi des jeunes travailleurs et précaires révoltés par cette société, ses juges et ses flics, toute une jeunesse prête à l'engagement militant.

Autant dire qu'aujourd'hui, malgré la chute d'effectifs de notre parti de ces dernières années, les renoncements et la morosité ne sont pas de mise. Tout d'abord, sans anticiper sur nos possibilités d'intervention dans les prochains conflits sociaux, une organisation comme la nôtre peut aujourd'hui gagner plusieurs centaines de militants dans la jeunesse à condition de proposer d'autres perspectives que les « recettes » de Mélenchon. Dès qu'un problème est approfondi, dès qu'un sujet de société est abordé, le caractère réformiste, voire franchement réactionnaire, de la politique de Mélenchon devient plus évident. Nous pouvons donc dès cette rentrée nous tourner vers les jeunes dans les lycées et les premières années d'université pour leur parler d'une autre société, de ce que nous pensons des prisons, de la justice, de la société de classe, des oppressions, de la place des femmes dans la société, des religions et de leurs clergés, de l'impérialisme... et bien entendu du gouvernement Macron.

COMMENT NOUS FAIRE ENTENDRE

Auprès des jeunes, comme sur nos lieux de travail, il s'agit plus que jamais de démonter les discours des dirigeants de la France insoumise, questionner sur les moyens du changement, montrer l'impasse des propositions réformistes et électoralistes... Le meilleur moyen de nous faire entendre étant de nous démarquer.

Les politiciens à la Mélenchon surfent sur l'écœurement populaire pour recruter des troupes soumises... Les mêmes raisons peuvent nous permettre de gagner des centaines de ces jeunes anticonformistes, véritablement « insoumis » et subversifs, et la sympathie de milliers d'autres, jeunes et moins jeunes. La condition à cela est un discours clairement révolutionnaire, un positionnement politique de notre parti anticapitaliste totalement indépendant des différents courants réformistes, quand bien même on les baptiserait « fronts » de quelque chose... Voilà où se situent les enjeux politiques de notre prochain congrès.

NOS INTERVENTIONS DANS LES LUTTES SOCIALES

L'épisode électoral est passé, la popularité de Macron est en chute libre, les ennuis commencent pour le gouvernement et, espérons-le, les choses sérieuses du côté de la classe ouvrière, à savoir de véritables mobilisations d'ensemble. Impossible de prévoir en ce mois d'août l'ampleur de la journée du 12 septembre à l'appel de la CGT et Solidaires. Mais nous pouvons avoir bien des surprises, comme ça été le cas lors du déclenchement du mouvement contre la loi Travail.

C'est alors qu'il nous faudra engager des discussions concrètes sur nos façons d'intervenir dans ces luttes, sans se contenter de « suivre » le mouvement et de s'aligner de fait derrière les appareils en se laissant piéger par les sempiternelles formules de « Front unique », lesquelles recouvrent bien des réalités contradictoires. Il importera de ne pas confondre l'unité dans les luttes et l'unité des appareils. Il s'agira alors de susciter et favoriser toute les formes d'auto-organisation, à différentes échelles, permettant à la classe ouvrière de prendre effectivement la direction de l'affrontement de classe. Soit dit en passant, en ce centenaire de la révolution russe, l'immense expérience des innombrables comités d'usine, de quartiers, de milices et soviets de soldats, d'ouvriers... et de paysans (!) déferlant sur toute la Russie en cette année 1917, a de quoi nous inspirer aujourd'hui.

Une partie des camarades se plaignent aujourd'hui de l'existence des différentes fractions (revendiquées ou de fait) dans le parti et du climat démoralisant qui s'en suivrait. C'est prendre l'effet pour la cause. En période de basses eaux et de recul du mouvement ouvrier, et surtout d'absence d'interventions significatives de notre part dans la lutte de classe, bien difficile, au-delà de tout ce qui nous rassemble, de trancher entre nos différentes sensibilités politiques, tactiques et militantes, chacune poursuivant à sa manière sa tradition historique. Le déplorer est stérile. En revanche, les discussions réelles (et les recompositions de tendances) débutent quand les possibilités d'intervention se présentent au moment où les luttes s'engagent, avec la participation de milliers de travailleurs. De quoi trancher nos différends, c'est-à-dire nous permettre de les dépasser... C'est bien ce que pourrait nous offrir la période qui vient.

Notre analyse de la crise alimente le populisme et les illusions antilibérales

GASTON LEFRANC

Notre parti critique Mélenchon durement, mais la critique reste superficielle. Nous sommes incapables de convaincre sur l'imposture de son programme économique pour une raison fort simple : nous avons la même analyse de la crise que lui...

sans nous rendre compte que cette analyse légitime les réponses de Mélenchon ! Alors que l'analyse économique marxiste devrait constituer un fondement solide de notre parti, cet héritage est aujourd'hui dilapidé par la direction de notre parti. Nous sommes à la remorque idéologique des réformistes, alors que l'ampleur de la crise et la faillite des solutions bourgeoises à la crise (libérales ou keynésiennes) devraient nous ouvrir un boulevard pour populariser les analyses marxistes. Analyses dont la pertinence reste toujours actuelle aujourd'hui, n'en déplaisent aux exploités qui ont tout intérêt à les envoyer au musée. Ne les y aidons pas !

Que dit Mélenchon sur la crise ? Que ce sont les politiques d'austérité « absurdes » qui sont responsables de la crise. Le blocage des salaires, les coupes dans les dépenses publiques dépriment la « demande » : du coup, les carnets de commandes des entreprises se vident, si bien que la production se contracte et que l'investissement des entreprises chute, celles-ci préférant spéculer sur les marchés financiers. Si ce diagnostic est juste, les remèdes de Mélenchon sont parfaitement adaptés : il faut augmenter les salaires et les dépenses publiques, ce qui permettra de remplir les carnets de commande et faire redémarrer l'économie ! Pas la peine d'en finir avec le capitalisme, il faut en finir avec les politiques néolibérales « absurdes » et tout le monde ou presque sera gagnant (salariés, « entrepreneurs », etc.). Les seuls qui seront perdants seront les méchants financiers qui spéculent sur le terreau de la crise. Mélenchon se présente ainsi en expert du « bon » capitalisme.

Que dit notre parti sur les causes de la crise ? A peu près la même chose. Par exemple, dans son livre de 2012 (On a voté... et puis après ?), Olivier Besancenot développe une théorie de la crise qu'il attribue frauduleusement à Marx : « *En s'attaquant au coût du travail, en réduisant les salaires, le pouvoir d'achat et en supprimant de l'emploi, les détenteurs de capitaux rétablissent, il est vrai, des taux de profit et des marges supplémentaires en leur faveur, mais sur la base d'un calcul à très court terme. En privant la population des moyens de consommer ce que les producteurs produisent, ils empêchent la société d'absorber les ressources produites. Les capitalistes disposent dès lors d'une production qui ne trouve pas de marchés solvables. L'offre ne correspond plus à la demande. C'est ce que l'on appelle la crise de surproduction et de suraccumulation, que Marx avait déjà décelée dans la société capitaliste, il y a plus de 150 ans, dans ses travaux sur la crise de 1857* » (p.55-56). Cet extrait est représentatif de ce que dit notre parti à une échelle large.

Pourtant, l'explication marxiste de la crise est parfaitement corroborée encore aujourd'hui par les faits. Cette explication est la suivante : le système entre en crise quand les capitalistes ne sont plus capables d'extorquer suffisamment de plus-value par rapport à la masse de capital investi. C'est ce que Marx appelle la « suraccumulation de capital » (qui n'a rien à voir avec l'explication attribuée à Marx par Besancenot) à laquelle conduit la « loi fondamentale de l'économie politique », à savoir la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Marx explique que le fonctionnement normal du système conduit les capitalistes à utiliser de plus en plus de machines et de moins en moins de travailleurs. Or c'est l'exploitation des travailleurs qui est la source des profits, pas les moyens de production. Résultat : le taux de profit moyen diminue. Et l'enchaînement causal est le suivant : quand le profit diminue, l'investissement diminue, la croissance ralentit, le chômage augmente. C'est exactement ce qu'on a constaté. Ce n'est pas une diminution de la consommation liée à l'insuffisance des salaires qui a causé la crise de 2008-2009. Aux USA, les profits ont diminué à partir de 2006, ce qui a entraîné ensuite (avec quelques trimestres de décalage) une chute de l'investissement et une chute du PIB. La baisse de la consommation est venue en dernier, comme un effet de la crise. Le terreau de la crise est le décalage entre les profits dégagés dans l'économie réelle et la bulle de capital fictif alimentée par l'endettement privé. C'est cette contradiction qui a explosé en 2008. Et du point de vue capitaliste, les politiques d'austérité sont parfaitement rationnelles pour tenter de redresser le taux de profit des entreprises capitalistes et relancer l'accumulation.

Pourtant, la majorité explique régulièrement que la crise capitaliste continue... mais que les profits sont au plus haut et que tout baigne pour les capitalistes ! Comment expliquer qu'un système est en crise alors que son moteur (le taux de profit) marche du feu de dieu ? Les réformistes ont la réponse, et malheureusement la majorité la reprend à notre compte : les méchants capitalistes ne veulent plus investir leur profit, ils se gavent de dividendes et spéculent. Le problème est que c'est complètement faux : c'est un mythe populiste qui fait croire qu'il suffirait de tordre un peu le bras aux capitalistes (les forcer à réinvestir davantage leurs profits) pour que le système redevienne vertueux. En fait, la part du profit qui est réinvesti par rapport à celle qui est distribuée en revenus de la propriété (dividendes, intérêts, etc.) n'a pas baissé. Elle est relativement stable pour une raison simple : les capitalistes doivent investir pour rester compétitifs sur le marché. Mais il est plus simple et démagogique de dénoncer les comportements des individus que la logique d'un système...

Armée de cette analyse, nous serions capables d'expliquer que les remèdes de Mélenchon ne feraient qu'aggraver la crise du système et conduirait inéluctablement (faute de s'engager dans une rupture avec le capitalisme) à une politique d'austérité accrue. Les exemples historiques ne manquent pas. Le plus flagrant pour nous est l'échec complet de la relance de 1981. Aujourd'hui, cet échec serait encore plus rapide et flagrant, puisque les marges de manœuvre pour une politique réformiste sont encore plus réduites, compte tenu de l'ampleur de la dépression économique dans laquelle nous sommes englués.

Si notre parti popularisait une analyse marxiste de la crise, nous pourrions expliquer que les prémisses sur lesquelles repose le réformisme antilibéral de Mélenchon sont fausses, et que rompre avec les politiques d'austérité implique de rompre avec le capitalisme. Il resterait ensuite à convaincre de notre projet en positif, mais nous pourrions alors le faire en partant sur de bonnes bases pour convaincre. ● ● ●

Notre congrès doit discuter d'un programme économique de sortie du capitalisme

GASTON LEFRANC

Alors que Mélenchon a présenté un programme antilibéral complet et chiffré, la majorité actuelle ne veut pas défendre et populariser un projet communiste actualisé. Répéter en boucle quelques mesures d'urgence sans l'inscrire dans une cohérence politique nous rend inaudible. Cela indique que nous n'avons pas de projet alternatif. D'ailleurs, nous n'osons même plus parler de socialisme ou de communisme à une échelle large. Cela nous réduit au mieux à une posture luttiste de résistance aux attaques, au pire à rejoindre les perspectives stratégiques des réformistes qui eux élaborent (<http://www.cadtm.org/Les-defis-pour-la-gauche-dans-la>).

Nous ne partons pourtant pas de rien pour définir un programme. Dans le manifeste de la LCR de 1972 (Ce que veut la Ligue communiste), plusieurs axes étaient avancés sur ce que devait faire un gouvernement des travailleurs pour « *réorganiser l'économie* » : « *la nationalisation sans indemnité, ni rachat, c'est-à-dire l'expropriation des principaux trusts capitalistes* » ; « *un plan centralisé, démocratiquement discuté et élaboré par les travailleurs, et adapté à leurs besoins* » pour sortir de la loi du marché ; « *l'autogestion ouvrière* » avec des « *comités d'usine* » qui dans un premier temps contrôlent les directions élues des entreprises avant de prendre en charge pleinement la gestion des entreprises ; le « *monopole du commerce extérieur* » pour neutraliser le sabotage capitaliste. Ces axes sont toujours pertinents, même s'ils doivent être bien sur réactualisés et approfondis.

COLLECTIVISATION

L'axe central de notre propagande doit être le combat pour la défense de la propriété collective des grands moyens de production : il faut exproprier les grands groupes capitalistes. Il ne s'agit pas de nationaliser quelques grandes entreprises en payant grassement les capitalistes, en ne changeant rien à leur fonctionnement, et en les soumettant à la loi du marché. C'est ce qui a été fait en 1981 où le secteur bancaire et quelques groupes industriels ont été nationalisés, avec l'illusion que cela constituait un début de rupture avec le capitalisme et de transition vers le socialisme. Mais l'État bourgeois a alors joué le rôle de « *capitaliste collectif* » et les lois du marché l'ont emporté sur une planification virtuelle. Pour qu'il en soit autrement, il faut que les nationalisations (sans indemnités pour les gros actionnaires) concernent l'ensemble des secteurs clés de l'économie, et que celles-ci se fassent concomitamment à la mise en place d'un plan centralisé et de la transformation des rapports de production dans les entreprises (autogestion).

PLANIFICATION

Un plan doit être élaboré démocratiquement pour décider des grands choix de production, de l'allocation des ressources entre les grands secteurs de l'économie, la sphère des services publics (sphère de la gratuité) et la sphère de la production monétaire (et à l'intérieur de celle-ci entre les biens de production et les biens de consommation). Les prix seront encadrés et les entreprises paieront des cotisations salariales (pour les caisses de salaires) et des cotisations économiques (pour les caisses d'investissement). Chaque travailleur aura une place dans la division du travail, aura un droit politique à un salaire à vie versé par les caisses de salaires. Le marché du travail sera donc aboli et les travailleurs décideront des hiérarchies salariales. Les caisses d'investissement (gérées par les travailleurs) verseront des subventions d'investissement aux entreprises, dans le respect des choix de la planification nationale. L'investissement sera donc socialisé et il ne sera plus financé par le crédit. Un monopole public bancaire détiendra le monopole de création monétaire, déterminera la quantité de monnaie qui devra être créée chaque année, et versera cette nouvelle monnaie aux caisses d'investissement, permettant le financement d'une éventuelle production supplémentaire. Le marché ne sera pas aboli du jour au lendemain, mais les mécanismes marchands seront subordonnés à la logique de la planification (celle de la satisfaction des besoins et de la préservation de l'écosystème).

AUTOGESTION

La propriété collective des moyens de production est une condition nécessaire mais pas suffisante de la maîtrise de l'appareil productif. Les travailleurs peuvent être formellement « *propriétaires* » des moyens de production, mais peuvent ne pas en avoir la maîtrise. Dans ce cas, le mode de production n'est plus capitaliste, mais il n'est pas communiste pour autant. Une classe de bureaucrates ou d'encadrants exerce alors sa domination sur les travailleurs (URSS). C'est pourquoi notre socialisme sera autogestionnaire et exige la transformation des rapports de production pour permettre une appropriation réelle du processus de travail. La technique, les moyens de production ne sont pas « *neutres* » : ils sont marqués du sceau de l'exploitation capitaliste et ils devront être transformés et repensés. Dans le cadre des objectifs du plan, les travailleurs devront organiser le travail, choisir les technologies, contrôler les dirigeants dans la perspective de faire dépérir la division entre dirigeants et exécutants.

MONOPOLE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET RUPTURE AVEC L'UE

Dans les années 1970, le PS prétendait rompre avec le capitalisme sans rompre avec le libre-échange et la CEE. Dès 1981, et alors même que le PS a juste tenté une relance keynésienne, il a du subir des attaques contre le franc et la concurrence

étrangère, ce qui a provoqué le fameux tournant de la « rigueur ». Un gouvernement qui voudrait rompre avec le capitalisme devrait évidemment ne pas se soumettre à la loi des marchés capitalistes. Il devrait instaurer un monopole du commerce extérieur afin de ne pas mettre en concurrence la production de la nouvelle économie socialiste avec celles des économies capitalistes. Cela ne signifie pas que l'économie socialiste sera autarcique, mais que les échanges avec l'extérieur seront contrôlés politiquement par les travailleurs. Dans ce cadre, la monnaie sera « inconvertible », c'est-à-dire non cotée et échangeable sur les marchés financiers. Cela ne signifie pas que la monnaie ne pourra jamais être convertie en une autre monnaie, mais que cette conversion se fera sous le contrôle des institutions de l'État ouvrier.

Si on se pose la question du pouvoir un minimum concrètement, il faut donc intégrer la rupture avec l'UE et avec l'euro à notre programme. Un gouvernement des travailleurs devra exercer pleinement sa souveraineté. Dire simplement qu'on est pour une Europe des travailleurs, c'est botter en touche, parler du point d'arrivée sans parler du chemin pour y aller ! En associant toute forme de rupture avec l'UE à une dérive nationaliste ou pire encore, notre parti parle comme le PS et culpabilise les travailleurs qui vomissent l'UE à juste titre, au lieu d'inscrire cette rupture dans notre programme.

Nous avons aujourd'hui besoin de construire le NPA comme une organisation qui défende un projet de société communiste, en rupture avec l'ordre existant et tous ses appareils idéologiques. Ce sera un des enjeux du prochain congrès.

Travailler au développement qualitatif et quantitatif des luttes

SERGE (COMITÉ DE BREST, TENDANCE CLAIRE) ; TRISTAN (COMITÉ PARIS 10ÈME, TENDANCE CLAIRE)

La baisse d'intensité de la lutte de classe du côté des travailleurs-euses et la chute des régimes "socialistes" ont favorisé le développement de stratégies politiques réformistes et réciproquement.

Avec les victoires du capitalisme ces dernières années, la destruction des liens sociaux s'est développée. Les idées réactionnaires prospèrent sur cette division pour proposer des modèles sous tendus par l'existence d'un ordre naturel des choses avec ses dominants et ses dominés (entre décideurs et exécutants, entre "civilisations", entre hommes et femmes, entre sexualités...).

Si les réponses de classe existent toujours face aux attaques du capitalisme, les divisions qu'il engendre produisent également des réactions spécifiques, des luttes et des modes d'organisation qui peuvent apparaître étrangers à la lutte de classe. Si ces luttes sont considérées par certain.e.s comme des facteurs de division de la classe, nous pouvons leur répondre que notre classe est, de fait, déjà divisée et parcellisée. Soutenir et s'impliquer dans ces luttes dites spécifiques, où se développent des pratiques qui politisent, où se dessinent les contours de sociétés futures et où se résolvent des problèmes qu'il faudra résoudre à grande échelle, est nécessaire à un parti révolutionnaire du XXI^{ème} siècle. La lutte sociale est un processus cumulatif et il faut valoriser tous les apports de celles et ceux qui contribuent, d'une façon plus ou moins revendiquée, à faire vivre l'idée de la socialisation des moyens de production ou à unifier les subjectivités en vue d'unifier le prolétariat et renforcer la lutte de classe.

C'est le cas de certain.e.s zadistes de Notre Dame des Landes qui projettent de "socialiser" une partie de la ZAD en demandant que l'Etat reconnaisse le droit aux occupant-e-s de gérer cet espace comme ils et elles l'entendent. Notons par ailleurs que certain.e.s zadistes projettent de faire des cantines de solidarité pour appuyer les piquets de grèves et autres formes de luttes dans des "milieux" différents du leur..

C'est le cas des militant-e-s de l'"Assemblée des blessés", qui visent à recueillir les victimes de violences d'Etat : des militant.e.s de mouvements sociaux aux habitant-e-s des quartiers populaires en passant par les supporters de foot.

C'est le cas des militant-e-s qui dans les luttes pour l'accueil des migrant.e.s, combattent contre l'islamophobie et le paternalisme pour permettre à tous et toutes les migrant.e.s de s'impliquer dans les décisions et les actions.

Enfin, c'est aussi le cas de militant.e.s de l'antiracisme politique, qui, en bousculant des schémas dogmatiques, en foulant aux pieds le passé colonialiste des impérialismes occidentaux et ses nouvelles formes contemporaines, en revendiquant une identité politique forte, parviennent à s'imposer dans la sphère politique malgré des campagnes de diffamation et de calomnies.

S'intéresser aux différentes formes de luttes, y compris celles ne relevant pas apparemment de la lutte de classe, ce n'est pas remettre en question le sujet révolutionnaire, au contraire ! C'est viser l'unification de la classe par tous les moyens, notamment en défendant explicitement ce but au sein de ces luttes. C'est acquérir une diversité d'implantation sociologique et géographique nécessaire à l'élaboration d'un processus concret de prise du pouvoir économique et politique par le prolétariat, en construisant le Parti à l'image du but fixé. C'est aussi s'enrichir des différentes formes de lutte pour enrichir le Parti.

A ce niveau, le Front social tend à être un "laboratoire" au carrefour de tous ces enjeux de part la diversité de ses composantes et son axe revendicatif d'en finir avec l'état d'urgence et la répression sociale. Cette répression s'étend en effet sur de nombreux sujets, en premier lieu contre les



personnes non-blanches et les "musulmans d'apparence" mais aussi de plus en plus contre des militant.e.s du mouvement social, renouant avec les concepts de classes sociales dangereuses. Tout le Parti devrait s'impliquer dans le Front social avec l'idée que les liens tissés et les expériences acquises ou à acquérir ne manqueront pas de resservir plus tard, quelque soit l'issue de cette initiative. Rappelons le, la lutte de classe est un processus cumulatif !

Les acteurs-trices des premiers processus révolutionnaires n'ont pas attendu la création de l'URSS pour penser que les révolutions étaient possibles mais ils et elles se sont construit.e.s sur des expériences de luttes inabouties. A ceux et celles qui pensent que la classe ouvrière n'existe plus ou utilisent cet argument pour justifier le réformisme, montrons leur que le prolétariat existe bien en tant que force sociale et politique. L'enjeu est que ces différentes composantes agissent dans le même sens en vue de favoriser un contexte propice au développement d'une révolution.

Cependant, s'impliquer dans toutes les formes de luttes contre le système capitaliste et les oppressions perdurant par et à côté de lui, ne servira que peu voire sera préjudiciable au Parti si celui-ci s'y disperse sans montrer son utilité. Des luttes sociales, il y en a, mais elles se cherchent, restent souvent locales, dans l'ici et maintenant, elles manquent de masse critique et/ou de perspectives pour se développer. Le Parti doit faire des propositions permettant aux luttes de se dépasser quantitativement et qualitativement.

Sur le plan organisationnel, la démonstration de l'utilité du Parti tient notamment et évidemment en la contribution de son réseau à la construction et/ou au développement des cadres de luttes. Cependant, pour crédibiliser la conception du Parti selon laquelle son rôle n'est pas de faire la révolution mais d'aider le prolétariat à la faire, la défense de l'auto-organisation et de la démocratie dans les luttes est indispensable. De même dans les syndicats, s'il ne faut faire aucun cadeau à la bureaucratie syndicale, il faut prendre garde à ne pas gagner la direction politique sans gagner démocratiquement la base.

Sur le plan politique, la démonstration de l'utilité du Parti doit se faire via la diffusion des outils d'analyses marxistes qui permettent d'accélérer les prises de conscience, qu'il s'agisse de sujets précis comme la nature des Etats capitalistes ou des impasses des projets basés sur la régulation du capitalisme. Porter la possibilité d'en finir avec le capitalisme en modifiant les rapports de production par la socialisation, porter la nécessité d'unifier la classe, de construire un gouvernement des travailleurs/euses permettraient également de rapprocher les personnes conscientes des méfaits du capitalismes, mais résignées à en accepter les maux par manque de perspectives.

Les luttes favorisent le développement de la pensée politique et la pensée politique favorise le développement des luttes. Précisons notre projet et notre stratégie, enrichissons le Parti avec les luttes et enrichissons les luttes avec le Parti !

Protéger le parti et ses militant-e-s, former au contrôle et à l'usage des outils numériques de diffusion et d'échange d'informations face à la surveillance

FRÉDÉRIK, COMITÉ CRÉTEIL (94)

Ces dernières années ont vu s'accroître des manières importantes les capacités de surveillances et de renseignement étatique, en partie lié à un retard dans la législation qui – en terme de technique de communication à distance – en était resté au téléphone, mais aussi en conjonction avec les événements internationaux au prétexte de guerre contre le terrorisme. Or loin de se restreindre à la lutte anti-terroriste, les lois votées successivement ouvrent des brèches sur le traitement particulier d'actions non-terroriste mais dérangeantes pour l'intérêt de l'État ou des capitalistes (on retrouve ainsi des mentions « de trouble à l'ordre publique », destruction, violences, etc. mais aussi de protection des intérêts économiques importants), le tout en essayant de brasser le plus largement possible : en premier lieu l'abaissement du critère de surveillance à de simple suspicion ; deuxièmement en permettant la surveillance d'un cercle quelque peu indéfinis si ce n'est dans le but d'obtenir indirectement des renseignements sur l'individu surveillé (et accessoirement de trouver de nouvelles personnes suspectes). L'intégration future des dispositifs principaux de l'état d'urgence dans le droit commun n'est pas là pour nous rassurer (perquisition administrative, c'est à dire arbitraire, contrôle et encadrement stricte possible des manifestations – comme lors des mobilisations de 2016). Ne parlons pas des dispositifs technologiques qui permettent de forcer l'accès à distances de nos ordinateurs ou l'écoute de nos transmissions réseaux (le tout légalement).

On peut bien sûr dire « mais on a toujours été surveillé » ; oui. Le problème c'est les changements qualitatif à l'oeuvre qui ouvrent l'alimentation de bon nombre de fichiers de renseignements ou de dossier juridique à charge : il ne s'agit plus seulement d'une élite « secrète » qui traque les têtes et les font taires à des moments critiques, mais de la mise en place d'une machinerie routinière visant à restreindre nos capacités d'actions déjà faible, via de nouvelles normes juridiques, de droits, etc. Le début du mois d'août à notamment vu la promulgation de décrets de création d'un fichier de renseignement faisant pour la première fois mention des « opinions philosophiques, politiques ou religieuses » et si le projet initiale n'est pas

modifié selon la demande de la CNIL, y compris le caractère « raciale ou ethnique ». Une première ! Les interconnexions des données des fichiers de renseignements étant de plus en plus facilités et les enquêtes administratives de pré-embauche étendues à de nouveaux types d'emplois, il est aujourd'hui possible pour une entreprise de transports d'avoir accès à ce type d'information pour peu qu'elles y soient !

Outre une difficulté du parti à avoir une orientation utile et constructive contre la fortification de l'État policier (tout autant que pour la nouvelle loi travail, c-a-d : pour la majorité, un attentisme complaisant vis à vis des confédérations syndicales, sans critiques ni appels à rompre le dialogue sociale, non plus seulement mortifère pour les droits des salariés, mais en plus en légitimant des méthodes non-démocratique dans le système bourgeois ; et pour une minorité, une action volontariste entre cercles décidés et convaincus, mais minorisantes et symboliques) c'est aussi l'usage de nos propres outils, mode d'échange et d'information qu'il nous faut revoir. Encore une fois : nous avons intégré ces technologies et certains usages dans une certaine confiance notamment parce que les États se sont peu occupé de les réguler. Maintenant qu'ils s'atèlent à rattraper ce retard c'est à nous également d'anticiper les implications des échanges et informations que nous détenons transmettons, sur la manière dont les obtenons, les échangeons, les stockons où les effaçons.

Il devient aujourd'hui davantage vital qu'hier que le NPA se construise en tant que vrai parti : c'est à dire une organisation clairement délimitée politiquement, visant à transmettre une culture, une armature de formation, d'avancer vers une cohésion et une homogénéisation militante, afin notamment de savoir être plus responsable dans le traitement, la diffusion et l'échanges internes d'information. Le but est d'éviter à l'État d'avoir du grain à moudre sur chacun-e d'entre nous ; on obtient ce résultat en limitant un maximum les traces identifiables ou en rendant moins accessibles directement les informations.

Plus précisément sur ce sujet et en tant que liste non-exhaustive (et/ou à modifier) : promouvoir l'usage d'outil de listes de diffusion/discussion administrées par le parti (npa-interne...), inciter au mandatement de camarades responsables de la réception/diffusion des informations émises centralement, insister sur les technologies de chiffrement et plus particulièrement le chiffrement de bout-en-bout, pousser à l'extension d'usage des logiciels libres, lister des outils ou services déconseillés ou à proscrire etc.

Une phase de reculs sociaux qui percute les révolutionnaires

ALICE (GRENOBLE), ANTOINE (PARIS 20E), ROBERT (94 – VILLEJUIF), SYLVAIN (TOULOUSE)

L'élection de Macron représente une solution de recours pour la bourgeoisie française pour poursuivre sa contre-offensive néolibérale, accélérer le rythme de la remise en cause des acquis sociaux dans un contexte où la classe politique traditionnelle (PS et Républicains) est discréditée par les affaires et 30 ans de politiques antisociales. Le FN se nourrit de ce discrédit et n'a jamais été aussi fort. Il pourrait représenter une solution pour les classes dominantes lors d'une prochaine étape, et fait planer la menace de régimes ultra autoritaires voire fascisant en Europe.

Le racisme, en particulier l'islamophobie, joue un rôle fondamental dans cette évolution : cela permet de produire des boucs émissaires, de créer un ennemi intérieur pour discipliner, réprimer et surexploiter et extérieur pour légitimer la domination impérialiste. Les attaques contre l'IVG des 2 côtés de l'Atlantique sont également une illustration de l'ampleur de la réaction à l'œuvre.

Ce type de gouvernements se retrouve dans de nombreux pays d'Europe et au-delà. Des gouvernements ultra-libéraux, autoritaires, qui n'hésitent pas à taper sur les classes populaires au point de se décrédibiliser très rapidement du moment qu'ils font passer leurs politiques.

DE PROFONDS RECULS DU MOUVEMENT OUVRIERS, DES RÉORGANISATIONS ENCORE FAIBLES

Le mouvement ouvrier est affaibli suite à une accumulation de défaites depuis 1995 (exception faite du CPE en 2006), la dernière datant de la mobilisation contre la loi travail. Affaibli mais pas défait. C'est parmi les équipes CGT que l'on trouve l'essentiel des forces syndicales capables d'organiser la résistance. Une série de secteurs clefs gardent des capacités de résistances importantes, notamment dans les transports, diverses grandes entreprises, les services publics. Cependant, le niveau du rapport de force est tel que la plupart des mobilisations restent en deçà de ce qui serait nécessaire en particulier parce que les grèves sont insuffisantes pour bloquer un tant soit peu l'appareil de production. De plus, l'intégration variée des directions syndicales à l'appareil d'Etat les transforment régulièrement en courroie de transmission des politiques libérales chez les travailleurs, ce qui met en lumière l'enjeu de les dépasser, les déborder, d'entraîner les équipes militantes, sans que les couches combattives s'isolent.

En France, comme dans le reste de l'Europe, la bourgeoisie a largement transformé la structure de la production. Les grands centres industriels regroupant des dizaines de milliers de salariés ont progressivement été remplacés par une production plus fragmentée avec une cascade de sous-traitance. L'internationalisation accrue de la production a déplacé une partie de celle-ci dans des pays où la main d'œuvre « coûte » moins cher. Les statuts se multiplient, la précarité explose, les divisions sexistes et racistes sont accentuées dans le contexte actuel. Cela entraîne des difficultés pour notre camp social à se mobiliser et un recul de la conscience de classe. Néanmoins, les ouvriers représentent toujours le premier groupe social et le prolétariat possède toujours des capa-

cités de mobilisation et d'entraînement, la jeunesse scolarisée et/ou des quartiers reste un secteur très mobilisable. Il n'y a pas à ce stade de défaite historique qui renverrait les possibilités de mobilisations à la génération suivante.

A côté du « vieux » mouvement ouvrier, des grèves et manifestations syndicales, divers secteurs se mobilisent également : solidarité avec les migrants, Zone À Défendre, COP21, Nuit Debout, cortèges de tête, solidarité avec la Palestine, mouvement LGBT, Front Social, luttes féministes en défense de l'IVG notamment... Elles sont autant d'éléments qui participent à la construction du rapport de forces et de la conscience de classe.

Cependant, elles ne peuvent suffire à changer le rapport de forces et à constituer le prolétariat en classe, car elles n'organisent que certaines catégories sociales ou ne sont pas en capacité de rassembler les différents niveaux de consciences et les différentes couches sociales du prolétariat. De plus, elles se considèrent souvent en extériorité du mouvement ouvrier traditionnel qui lui-même est incapable de les intégrer. Et, parfois, sous couvert d'horizontalité, elles sont moins démocratiques que les formes classiques d'auto-organisation. Les anticapitalistes doivent mettre une attention particulière à faire la jonction entre ces nouvelles formes de mobilisation et le mouvement ouvrier classique.

L'ISOLEMENT DES RÉVOLUTIONNAIRES

A gauche du gouvernement, la France Insoumise apparaît comme la principale force. Les presque 20% de Mélenchon marquent à la fois la volonté de résistance d'une fraction des travailleurs mobilisés au printemps 2016, et de l'autre un détournement de cette résistance au sein des institutions. Mais contrairement à ce que représentait la gauche réformatrice auparavant, ce courant renie les frontières de classes, au profit d'un supposé conflit entre le peuple (les 99%) et la caste. La souveraineté nationale remplace l'internationalisme. La démocratie ouvrière laisse la place à une fausse horizontalité où tout le monde doit s'aligner sur le chef. Ce mouvement renoue avec un sectarisme rendant très difficile le front unique et entretient la séparation entre le social, qui serait l'apanage des syndicats, et le politique, centré sur le Parlement.

Ce sont pour l'instant des courants réformatrices, non liés à la social-démocratie historique, qui sont apparus comme des solutions face à l'austérité. Mais nous pouvons affirmer, avec la trahison de Syriza en Grèce ou le cours actuel de Podemos dans l'Etat espagnol, que ces « organisations », en refusant de s'attaquer à la propriété privée et aux institutions bourgeoises, représentent une impasse pour notre camp social.

Dans la dernière période, le NPA a tenu, malgré les difficultés. Nos positions sont minoritaires et nous avançons la plupart du temps à contre-courant. Notre score, ainsi que celui de LO, montrent la difficulté pour les révolutionnaires de faire entendre leurs idées, et les illusions ou démoralisations qui s'expriment dans le vote FI ou l'abstention. Les difficultés profondes du mouvement ouvrier, l'éclatement de notre classe entraînant une multiplicité d'expériences militantes, tout cela entraîne par réfraction de fortes divisions et un éclatement du NPA au niveau de sa direction nationale comme des fédérations. Le parti est aujourd'hui incapable de coordonner son activité dans les différents milieux et encore moins de peser pour faire converger ces différents secteurs. De ce point de vue-là la campagne Poutou fait partiellement exception. Nous avons réussi autour de la Conférence Nationale de février 2016 et lors de la recherche des parrainages à entraîner une grande partie de l'organisation. Mais nous n'arrivons toujours pas à fonctionner comme un Parti qui tente de peser sur la situation, d'influencer des larges secteurs du mouvement ouvrier. Cela a été le cas lors de la mobilisation contre la loi travail, où il n'y a pas eu de politique nationale, ou pendant la constitution de la France insoumise, avec laquelle nous avons été incapables de polémiquer efficacement.

Pour tenter de résoudre ces difficultés, le congrès doit permettre de faire avancer l'organisation sur une série d'éléments que nous développons dans une autre contribution de ce même bulletin de discussion.

L'enjeu du congrès, commencer à dépasser la crise du NPA

L'isolement des révolutionnaires est une donnée de départ dans la situation politique. On pourrait en déduire qu'il faut se contenter de cet isolement ou, au contraire, qu'il faut s'adapter aux évolutions négatives de la conscience et du rapport de forces. Ce n'est pas notre cas : nous pensons qu'il faut tenir compte de la réalité des luttes et de la conscience pour amener nos idées et peser sur la situation.

Construire les luttes et la conscience de classe.

ANTOINE (PARIS 20E), SIMON (93 - PANTIN), SYLVAIN (TOULOUSE)

Même si les chances que la situation évolue radicalement dans les prochains mois sont limitées, Macron est de plus en plus isolé politiquement, sa base sociale est très faible, il y aura des luttes. Chacun doit contribuer à reconstruire la conscience de classe, l'opposition entre les intérêts des travailleurs/euses et ceux de la classe dominante. L'enjeu est de les rendre massives et gagnantes, vers la grève générale, et d'y faire entendre nos orientations, sachant que c'est dans l'action que les consciences évoluent.

La bataille centrale s'avère actuellement être celle pour l'unité d'action, le front unique, de la base au sommet. Nous devons exercer par notre apparition propre et l'action de nos militantEs, une pression sur la FI, sur ce qui reste de la gauche

du PS et sur les syndicats pour que des mobilisations existent. Dans l'action, cela nécessite également de combattre pour l'auto-organisation, contre les politiques de conciliations avec l'Etat, de dialogue social et tout ce qui tend à diviser notre camp social (FI, certaines conceptions du Front social dans une moindre mesure...).

Pour peser sur la situation, chaque camarade du NPA doit pouvoir compter sur le parti pour influencer, s'insérer dans un milieu. Cela se fait en premier lieu dans le syndicalisme, qui permet de mobiliser sur les lieux de travail ou d'étude, mais aussi dans les structures écologistes, féministes, antiracistes,... Il est vital que chaque militant puisse s'investir pour se constituer un milieu, peser sur les rapports de forces concrets. Sinon, les dangers de démoralisations sont grands, lorsque l'on a l'impression d'être inutile individuellement dans une période difficile.

MENER DES BATAILLES POLITIQUES EN DIRECTION DES LARGES MASSES

L'insertion des militantEs dans les mouvements de masse doit se faire en coordination avec des campagnes publiques de l'organisation : celle-ci doit être à l'avant-garde de la construction des luttes et de la dénonciation des attaques gouvernementales, patronales et des injustices du système. Cela passe par la sortie de matériel, d'argumentaires, par des réunions publiques.

Nous devons également participer au débat actuel sur la reconstruction de la gauche. Nous ne sommes pas nostalgiques de la gauche institutionnelle, que ce soit le PS de Mitterrand ou le PCF des années cinquante. Mais nous devons tenir compte du fait que les débats autour de l'avenir du PS, du PCF, de la FI sont une façon déformée de débattre de la représentation politique des exploités, c'est-à-dire de la formulation des intérêts politiques du prolétariat. En tant que révolutionnaires, nous avons quelque chose à dire dans ce débat, nous pouvons convaincre sur la base d'expériences perceptibles par les masses.

Le premier élément est le fait que la bataille parlementaire menée par la FI, même si elle permet la dénonciation d'excès du système, va rapidement montrer sa limite, et que nous devons expliquer que c'est la lutte dans la rue qui changera les choses. Le second est le retour sur les expériences internationales, notamment l'échec de Syriza, qui montre l'impasse des politiques réformistes. Le troisième est la nécessité d'une politique internationaliste contre l'Union européenne, bien différente du souverainisme de Mélenchon. Enfin, nous devons débattre, même si c'est souvent difficile dans une série de milieux, pour expliquer la nécessité d'une rupture révolutionnaire avec le capitalisme. C'est d'ailleurs plus facile dans la jeunesse et dans les secteurs ouvriers qui luttent. Des rapports constructifs avec LO ne pourraient que nous renforcer dans le débat public entre réformistes et révolutionnaires.

CONSTRUIRE L'ORGANISATION

Nous devons enfin sortir de la crise qui a suivi la scission de 2012. Il est absurde, malgré toutes nos divergences, d'accuser encore aujourd'hui des camarades du NPA de vouloir emboîter le pas à Mélenchon. Il y a urgence à reconstruire les secteurs d'intervention, les commissions thématiques, les secrétariats. C'est le cas en particulier pour les interventions ouvrières, antiracistes et féministes/LGBTI, sachant que l'intervention écologistes vit, cahin-caha. Sans sous-estimer l'importance des autres questions, celles-ci sont littéralement vitales. Pour l'intervention ouvrière, en particulier, nous devons remettre en place les rencontres nationales annuelles, remettre en route une CILT pour centraliser l'activité, aider à l'animation des branches professionnelles, connaître et accompagner les militantEs en entreprise, aider à l'édition de bulletins de boîtes.

Nous devons remettre en route une formation marxiste révolutionnaire pour les centaines de sympathisantEs et nouveaux militantEs qui trouvent que le NPA est l'outil à construire dans la période, afin de leur donner les moyens de militer de façon autonome.

Pour se renforcer politiquement, pour accéder aux débats internationaux entre révolutionnaires, pour se coordonner avec d'autres organisations dans le monde entier, le NPA doit renforcer ses liens avec la IVe Internationale en ouvrant les discussions en vue d'une éventuelle adhésion.

Nous devons enfin faire en sorte que ce congrès arrête la crise politique interne permanente. Les débats internes, les désaccords enrichissent l'organisation, mais le NPA ne peut pas être une somme de courants qui fonctionnent en parallèle, tant sur le plan interne qu'externe, sans discipline collective. L'histoire du mouvement ouvrier a tranché dans le sens de la nécessité du centralisme démocratique : la liberté totale dans la discussion, mais une action coordonnée ensuite. Même lorsqu'on n'est pas convaincu d'une orientation, la seule chose efficace est de souhaiter sa réussite, car les échecs ne prouvent jamais rien à personne. Aujourd'hui, aucun désaccord ne justifie le fonctionnement parallèle de courants : le NPA aurait trahi les intérêts de notre classe ? Versé dans le réformisme ? Ou au contraire rompu avec la nécessité de construire un parti large pour la transformation révolutionnaire de la société ?

Il faut enfin considérer que le parti n'est pas seulement un cadre de coordination entre des individus, c'est aussi un cadre collectif qui doit donner envie de s'y associer, à l'heure où nous sommes tant à vouloir nous échapper du capitalisme : fêtes, ciné-club, formations publiques, tout cela doit nous aider à structurer notre milieu...

L'un des enjeux de ce congrès, est de reconstruire une direction pour avancer. Il n'y a pas de



parti qui puisse être identifié, prouver son utilité et se construire sans un projet politique relativement clair pour les deux ou trois prochaines années. Nous estimons qu'à l'étape actuelle, discuter de tout, « refonder le NPA » ou au contraire « repartir des principes fondateurs du NPA », serait contreproductif : pour refonder le NPA, ou construire autre chose, il faudrait une dynamique externe (et interne) qui n'existe pas actuellement. La discussion actuelle se fait entre militantEs révolutionnaires qui cherchent, malgré leurs divergences d'appréciation sur la situation ou sur des questions tactiques, à construire un parti qui influence et structure une fraction du mouvement ouvrier. L'essentiel est donc de voir comment faire, comment avancer dans cette direction, concrètement. C'est le rôle du congrès : élire une direction qui fait avancer l'organisation. Cela ne vise pas à empêcher des camarades de s'organiser en courants ou tendances pour réfléchir, pour débattre, mener des batailles... mais cela ne peut se substituer à la construction d'un parti.

Contribution

**ALAIN (SAINT-DENIS), CATHY (SAINT-DENIS), JEAN-MARC (SAINT-DENIS), LEMMY (VITRY SUR SEINE),
LUCIE (BESANÇON), MARIE-ANNE (BLOIS), SANDRINE (CLER MONT-FERRAND)**

En préalable à la discussion sur les enjeux du congrès de février 2018, il est important de rappeler que si le congrès de février 2015 avait voté majoritairement une motion pour présenter une candidature du NPA en 2017, la concrétisation de cette candidature a été une sacrée bagarre (pour ne rappeler que le suspens de la collecte des 500 parrainages qui a duré jusqu'au bout). Evidemment nous n'aurions pas été, du tout, dans les mêmes conditions pour préparer ce congrès si nous n'avions pas mené la campagne de Philippe Poutou. Par-delà les faiblesses qui ne manqueront pas d'être soulevées, cette campagne a montré, qu'à une échelle de masse, non seulement le NPA peut être audible, mais que nos porte-paroles ont un capital de sympathie et d'audience complètement déconnecté des scores électoraux. C'est ce qui fait du NPA un outil pour contribuer à la reconstruction des mobilisations sociales et à la construction d'un parti pour la transformation révolutionnaire de la société.

A ce stade, il nous semble qu'il y a 3 questions fondamentales pour le congrès : l'analyse d'une situation nationale et internationale marquée par la crise du système source d'instabilité croissante ; dans cette situation de décomposition des forces qui ont structuré le 20^{ème} siècle, quel parti pour participer à reconstruire une conscience de classe en posant le problème du pouvoir ; et enfin comment faire un pas en avant pour surmonter la crise de direction du NPA.

En France l'élection de Macron et les formes spécifiques d'autoritarisme personnel de son utilisation des institutions de la Vème république est l'expression du rejet des forces politiques aux affaires depuis le début de la crise des années 70. Alors que chaque campagne électorale voyait fleurir les promesses de sortie de crise et d'amélioration, les mêmes recettes politiques ont été utilisées jusqu'à ce que plus personne n'y croit. La concentration accélérée du capital financier et son pendant l'appauvrissement et la précarisation de la classe ouvrière ont remis en cause les rapports entre patronat et un salariat diversifié, éclaté mais de plus en plus nombreux. L'efficacité d'un syndicalisme de négociation s'appuyant ponctuellement sur le rapport de forces est devenue inexistante, le dialogue social devient la négociation sans fard et sans filtre des reculs que le patronat veut mettre en place avec ou sans la collaboration des syndicats. Le mot réforme est devenu synonyme de désagrégation des protections législatives imposées par les luttes et de récessions sociales et idéologiques. Le contexte international d'aggravation des concurrences inter impérialismes sur le plan économique se poursuit de plus en plus sur le terrain des affrontements militaires alimentant les idéologies de repli nationaliste et la peur des étrangers. D'où le désarroi idéologique dont a profité le mégalomane Macron pour tenter de faire une OPA sur le champ politique ainsi que le FN qui a réussi à capter une partie des milieux populaires par sa démagogie anti-système « ni droite-ni gauche ». Sur ces questions nous avons un travail d'élaboration de notre propagande large mais il devrait y avoir un accord d'analyse.

Là où les débats entre nous sont plus importants c'est autour de la question de quelle alternative politique et quel parti pour la porter ?

Ce qui laisse le terrain à cette macronade, c'est l'absence d'opposition du mouvement ouvrier du fait des capitulations idéologiques des directions syndicales et de la déliquescence politique des partis de la gauche réformiste. Comment les résistances multiformes de secteurs du monde du travail animées par des équipes syndicales aux niveaux de conscience hétérogènes peuvent-elles permettre de reconstruire un courant lutte de classe ? Ce qui est sûr, c'est que même une rapide montée de luttes, hypothèse envisageable, ne permettra pas « spontanément » d'avancer. Et cela ouvre une double discussion : comment intervenir dans les cadres larges comme le Front Social ou les collectifs issus des Nuits Debout sans en faire des substituts des directions syndicales défaillantes ou du parti qui manque ? Et d'autre part préciser quelle est la « représentation politique » dont nous avons besoin à partir des questions posées à l'ensemble des milieux militants : quels bilans tirer de l'impasse des réformismes anti-austérité en Europe ? des dangers du populisme obstacle à la reconstruction d'une compréhension des rapports de classe dans ce capitalisme mondialisé en crise et en même temps comment combattre la montée de l'extrême-droite ? des menaces sur les processus révolutionnaires, en particulier au Maghreb et Moyen-Orient entre autre du fait de l'absence de partis anticapitalistes et révolutionnaires capables de disputer le pouvoir aux diverses forces contre-révolutionnaires ? Car si une grève générale ou un processus révolutionnaire peuvent poser la question du pouvoir face aux Etats centralisés de la bourgeoisie, l'absence d'un parti a partout été rédhibitoire.

Le NPA ne deviendra pas par sa seule croissance le parti révolutionnaire outil du combat pour le pouvoir des opprimés et des exploitées. Mais il est aujourd'hui le seul cadre militant convaincu que la construction de ce parti passe par la nécessité de mener de front la construction des mobilisations sociales dans les cadres unitaires les plus larges possibles et le débat avec toutes les forces militantEs et les salariéEs, jeunes, organisés ou non sur l'alternative révolutionnaire au système capitaliste.

Pour que le NPA puisse être à l'offensive sur cette orientation, il ne s'agit pas juste d'un vote majoritaire dans le prochain

congrès. La CN présidentielle a été l'illustration qu'une très large majorité est loin de mettre l'ensemble des forces militantes de l'organisation, pourtant volontaires, en action. Nous sommes confrontés à une crise de direction qui menace l'organisation de tétanie via des jeux de neutralisation entre les différents courants dans lesquels la quasi-totalité des membres du CPN et du CE sont organisés. Ce congrès est l'occasion de remettre à plat les rapports entre l'immense majorité des camarades qui ne s'identifient à aucun courant constitué dans le NPA et les modalités de débats dans notre organisation. Il ne s'agit pas de remettre en cause le droit de tendance, mais de constater que la structuration en courants permanents sclérose totalement les possibilités de débats. D'abord du fait du fonctionnement en fraction publique de plusieurs de ces courants (A et R, CCR, l'Étincelle, la Claire) qui transforment, en dehors de toute décision de l'ensemble des militantEs, le NPA en un « front » de micro organisations qui ne pourraient, ni ne voudraient vivre en dehors de ce cadre. Mais aussi du fait de courants (comme la P1 et DR) qui, sans avoir d'activité autonome, justifient leur existence par le besoin de réfléchir en dehors des instances. Alors que la situation est unanimement qualifiée de nouvelle, riche de potentiels mais aussi de dangers, penser l'intervention et la construction du NPA nécessite un intellectuel collectif qui n'existe plus en rupture complète avec les relations qui se sont établies. Nous souhaitons que la discussion de congrès puisse permettre avec touTEs les camarades qui le veulent de dépasser les cadres de courants et sensibilités pour s'atteler à reconstruire des relations de confiance politique indispensable au travail commun.

Nous proposons aux camarades présentEs à Port-Leucate qui le souhaitent de se retrouver pour en discuter.

Les scores de JLM et de la FI : baromètres de la crise du mouvement ouvrier... et des défis du NPA

JULIEN S. (93 – PANTIN)

Les 19.6% obtenus par JLM lors de la présidentielle et le score de la FI aux législatives ne sont pas un accident, mais la réfraction électorale des dynamiques contradictoires qui caractérisent la crise du mouvement ouvrier en France.

DES SCORES SIGNIFICATIFS

Notons tout d'abord que les 19.6% de JLM constituent un score remarquablement élevé, qui n'avait pas été atteint par un candidat non qualifié pour le second tour depuis la présidentielle de 1969. L'élection de 17 députés FI doit également être prise au sérieux : une majorité absolue des suffrages dans plus d'une quinzaine de circonscriptions sans accord de répartition avec les formations politiques de gauche.

Face à ces constats, une objection est souvent formulée : des scores élevés, certes, mais au prix de combien de renoncements ? Cette objection ne présente guère d'intérêt : JLM et son entourage avaient pour objectif de gagner la présidentielle et d'obtenir le plus grand nombre de députés, pas de mobiliser notre camp autour d'un projet révolutionnaire. Ce qui devrait nous importer est de savoir pourquoi autant de gens dans nos milieux ont voté pour JLM puis, dans une moindre mesure, pour la FI. Si ces succès électoraux significatifs méritent d'être analysés de façon critique, c'est d'abord parce qu'à une échelle large, ces candidatures sont apparues comme les plus attractives auprès de notre camp social.

LA FI : UNE MACHINE ÉLECTORALE

Cela a été dit et répété : la FI n'est pas un parti politique, ni même un front politique. Mais plus qu'un « mouvement », c'est avant tout une machine électorale, pensée et organisée comme telle : obsession sondagière, culte du candidat (plutôt des hologrammes que des porte-parole), fonctionnement ultra-vertical, constitution de « groupes d'appui » à la candidature et non de groupes locaux qui auraient pu lui survivre, etc.

Tel est le paradoxe principal de la candidature de JLM : tout en ressassant son hostilité à la « monarchie présidentielle », il a construit une campagne ultra-personnalisée, moulée dans les institutions de la Ve république, qui s'est prolongée dans la campagne des législatives, au cours de laquelle les candidats se revendiquaient exclusivement du programme de JLM et du Grand Phi lui-même, omniprésent sur les affiches et les tracts.

La mutation de JLM, qui a abandonné « le bruit et la fureur » pour devenir une personnalité « rassurante », est l'un des symptômes de son rejet de toute boussole autre qu'électorale. Un candidat habité par la fonction et se posant en petit père du peuple : il n'en fallait pas plus pour favoriser l'affligeant sectarisme assimilant toute critique de « Jean-Luc » à une alliance objective avec « l'oligarchie »...

LA DYNAMIQUE MÉLENCHON : « ET SI... »

La critique de la personnalisation est l'une des critiques (justifiées) que nous avons formulées à l'égard de la campagne de JLM. Ce qui ne doit pas nous empêcher de faire un constat lucide : c'est précisément cette adaptation aux mécanismes de la Ve République qui a fait une grande partie du succès



de JLM. Nous avons ainsi pu le constater dans les deux semaines précédant le scrutin : à mesure que la stature présidentielle de JLM se renforçait et semblait confirmée par les sondages, les discussions devenaient de plus en plus difficiles avec notre milieu. Pas d'hostilité à notre égard, mais une tendance que l'on pourrait résumer ainsi : « Je suis plus proche de vos idées, mais JLM au second tour, ça serait un événement ».

Cette tendance, qui explique en grande partie notre score modeste, s'est également exprimée au sein de l'électorat socialiste de gauche, dans des secteurs abstentionnistes et dans la jeunesse. Pour ces différentes catégories, la candidature de JLM est devenue le synonyme de la possibilité de propulser au second tour un candidat issu d'une gauche non gouvernementale. L'arithmétique électorale, entendue comme l'addition d'électorats figés, ne peut expliquer à elle seule le score de JLM : il est par exemple faux d'affirmer qu'il aurait simplement hérité de l'électorat de François Hollande (qui s'est divisé entre JLM, Macron et Hamon), ou alors que son score élevé viendrait du fait qu'il aurait réussi, de par sa posture nationaliste, à attirer des secteurs de la droite – voire de l'extrême-droite. Les 19.6% de JLM sont le produit d'une dynamique réelle.

DES CONTRADICTIONS...

Cette dynamique exprime à la fois la résignation et la volonté de changement. Volonté de changement car JLM a incarné à une échelle large, même s'il ne s'en est jamais ouvertement revendiqué – ce qui n'est pas le moindre des paradoxes –, une opposition de gauche à l'austérité. Résignation car les mécanismes délégués ont été puissants, l'absence de confiance de notre camp dans sa capacité à prendre lui-même ses affaires en mains le poussant à privilégier une perspective institutionnelle et « raisonnable ».

De plus, si nos critiques du chauvinisme de JLM et de sa vision campiste de la situation internationale étaient justifiées, force est de constater que, même lorsqu'elles étaient partagées, elles sont souvent apparues secondaires dans nos milieux. Nous n'avons pas seulement payé le prix des défaites à répétition des mobilisations sociales, qui favorisent la « spontanéité réformatrice », ultra-majoritaire dans notre camp social, mais aussi celui des faiblesses du mouvement ouvrier sur les questions antiracistes et internationalistes, qui n'allaient pas soudain devenir essentielles pour des millions de gens à l'occasion d'une élection présidentielle.

... SUR LESQUELLES NOUS POUVONS (DEVONS) PESER

Le score de JLM et des candidats FI doit donc être pris pour ce qu'il est, c'est-à-dire l'expression – déformée par les élections – de dynamiques contradictoires, et non une cristallisation politique durable synonyme d'une opposition nette entre réformistes chauvins et révolutionnaires authentiques, qui justifierait une politique d'auto-affirmation de ces derniers. Mais nous devons également nous garder de toute surestimation des potentialités de la période : les millions qui ont voté, avec toutes leurs contradictions, pour JLM et la FI, constituent en effet une part essentielle des bataillons qu'il faudra mettre en mouvement face à Macron, et les succès très limités des premiers rassemblements appelés par JLM et ses « amis » montrent qu'il n'y aura pas de raccourci pour construire les mobilisations.

La nécessaire critique de la FI ne doit pas devenir un sectarisme hypothéquant, d'une part, une indispensable politique de front unique et, d'autre part, toute possibilité de construire des cadres syndicaux, antiracistes ou internationalistes avec ceux qui ont été réceptifs à la campagne de JLM. Développement de cadres unitaires et politique de front unique qui devront être doublées d'une autre bataille, tout aussi essentielle : la défense de la nécessité de la construction d'un parti au service des opprimés et des exploités, qui ne pourra pas être remplacé par un « mouvement » sans démocratie interne et sans autre perspective que les élections.

Contre tout repli ou abandon, (re)construire une organisation révolutionnaire

JEAN-PHILIPPE DIVÈS

Le débat préparatoire à notre prochain congrès a en fait été lancé dès le 5 juillet, à travers un texte sous forme de 19 « thèses » signé de cinq responsables de la P1 (Christian, Christine, Emile, Léon, Patrick), « Construire un front de résistance sociale et démocratique. Avancer vers une nouvelle expression politique des exploités et des opprimés », transmis à cette date aux membres du CPN (espérons que tous les membres du NPA pourront en prendre connaissance).

En introduction, les camarades expliquent que ce texte synthétise des élaborations d'une récente réunion nationale de leur tendance. Ses points saillants, qui le différencient qualitativement d'autres contributions, peuvent être résumés ainsi :

- A l'échelle nationale comme internationale, le néolibéralisme avance quasiment sans opposition ; en France, c'est ce qui explique à la fois le renforcement de l'« Etat fort », l'éclatement de l'ancien champ politique (ni l'effet cumulé des trahisons de la gauche institutionnelle, ni la rupture de masse avec le PS intervenue lors des mobilisations contre la loi Travail ne sont une seule fois mentionnés), la faiblesse des résistances ouvrières et populaires.

- La classe des travailleurs/euses exploité-e-s, de plus en plus éclatée et impuissante, ne se détermine plus fondamenta-

lement sur la base de l'opposition capital/travail, mais à partir d'« identités multiples » (de genre, de « race », etc.) et de mobilisations multisectorielles (notamment écologiques et antiracistes) qu'il s'agit, selon ce texte, de faire « de faire se rencontrer (...) pour que se constitue l'unité du prolétariat autour d'un projet commun et global ».

- Nous faisons aujourd'hui « face au rouleau compresseur néolibéral totalement décomplexé qu'est Macron et son gouvernement, appuyé par la bourgeoisie française, le patronat, s'appuyant sur les institutions européennes et prenant en compte le fait que plus de 10 millions d'électeurs ont voté pour le FN, parti dirigé par un projet fasciste du 21ème siècle » (on est donc très, très mal...).

- En conclusion, les camarades abandonnent toute idée d'organisation révolutionnaire, remplacée par la désormais fameuse mais ultra-nébuleuse (et irréelle) « nouvelle représentation politique ». Il faudrait selon eux « partir des expériences des luttes, nous ouvrir à toutes les confrontations politiques, travailler aux convergences de toutes celles et tous ceux qui luttent à leur manière contre le capitalisme » pour, dans « la perspective d'une révolution démocratique et écosocialiste », « à partir des bilans des luttes émancipatrices contre le capitalisme, du bilan des organisations de la forme 'partiguide', des expériences et des pratiques de l'ensemble des luttes sociales, politiques », « être utiles à la construction d'une expression politique, d'un espace politique des exploités et des opprimés qui synthétise l'ensemble de ces combats, et qui offre une perspective émancipatrice unifiant les '99%', qui réponde concrètement à l'ensemble des préoccupations immédiates de notre classe ».

Convaincre que les analyses super-pessimistes des camarades ne correspondent pas à la réalité, et qu'il y a toujours la nécessité et la place pour construire une organisation révolutionnaire, sera donc un enjeu essentiel du congrès. Dans ce cadre, il faudra notamment argumenter sur les points suivants :

- Si la violence de l'offensive néolibérale (sur un agenda largement commun à LREM, à la droite LR et à ce qui reste du PS) ne fait aucun doute, s'il est clair également que l'organisation des résistances rencontre toute sorte de difficultés, cela ne signifie nullement que la bourgeoisie ait résolu ou soit en voie de résoudre sa crise d'hégémonie. Un des symptômes de cette crise persistante étant l'effondrement précoce des taux d'approbation de Macron et de son gouvernement – qui enfoncent les précédents records à la baisse de Sarkozy et Hollande. C'est par ailleurs une tendance internationale, cf. Trump, Theresa May...

- Des luttes il y en a, de tout type, et elles ne se réduisent certes pas à l'opposition capital/travail sur le terrain direct de l'exploitation. Il reste que la plus grande mobilisation connue depuis 2010 n'a pas été un mouvement de type Indignad@s ou Occupy, mais les grèves, manifestations; blocages menés par les salarié-e-s contre la loi Travail. Et aujourd'hui, les tentatives ou prémises d'un nouveau mouvement n'apparaissent pas dans des Nuits Debout mais, notamment, à travers ce qu'est le Front social. La centralité du conflit capital/travail sur le terrain de l'exploitation est plus que jamais indiscutable.

- L'effondrement/pasokisation du PS (sans laquelle le phénomène Macron ne se serait pas développé à ce point) a été un résultat direct de cette grande mobilisation : le fait majeur est qu'un secteur de masse du salariat exploité a rompu sur la gauche avec ce qui était depuis plus de quarante ans sa principale expression politico-électorale.

- Confirmant une tendance historique générale, qui se manifeste ou s'est manifestée ailleurs avec autant ou plus de force (Syriza, Podemos, Sanders, Corbyn...), c'est une nouvelle variante réformiste qui en a, dans un premier temps, recueilli les fruits. Mais le projet Mélenchon/LFI, aux traits populistes et bonapartistes marqués, reste fragile, traversé de nombreuses contradictions et rien n'assure qu'il parvienne à s'installer durablement.

- La première condition pour que le NPA puisse jouer un rôle positif dans la nouvelle phase politique et sociale qui vient de s'ouvrir est qu'il récupère un projet politique offensif : construire un parti de travailleurs et de travailleuses pour en finir avec le capitalisme, donc révolutionnaire, pluraliste et profondément démocratique à l'opposé des mouvements macroniste et mélenchonien.

- Il est de ce point de vue indispensable de tirer un bilan de l'orientation dite des « partis larges », larges au sens où ils ne se baseraient pas sur des délimitations révolutionnaires élémentaires ni nécessairement sur les acquis du marxisme. Cette orientation (dont la « nouvelle représentation politique » est une sorte de resucée générique et abstraite, dans l'attente de jours meilleurs) a systématiquement échoué partout. Rappelons-nous les débats de notre dernier congrès, centrés en grande partie sur l'arrivée au gouvernement de Syriza et les illusions insensées que cela avait suscité, principalement parmi les camarades de la P1. Rappelons-nous également les débats menés à propos de Podemos et même, une décennie plus tôt, les illusions dans le chavisme (auquel un secteur de camarades avait alors proposé de construire en commun une « V^e Internationale »). Tout cela a fini ou est en train de finir dans des naufrages aussi abjects que catastrophiques. En analyser les raisons et en tirer les conclusions en termes d'orientation et de construction dépasse largement les limites de ce texte – mais la tâche est là et elle sera relevée.

Bilan d'étape pour refonder un NPA ouvrier et anticapitaliste à la hauteur des enjeux de la nouvelle situation

DANIELA (93, CE)

A neuf ans de la fondation du NPA, le prochain congrès aura lieu dans le cadre d'une crise prolongée ayant entraîné un affaiblissement de sa capacité militante, de même que dans le contexte d'une situation largement changée, d'abord par le printemps 2016 et ensuite par l'élection de Macron au terme d'un processus électoral particulièrement critique. Ceci nous impose d'aborder les débats du prochain congrès avec le double objectif de tirer un bilan profond des forces et des faiblesses de la politique du parti ces dernières années et de le réarmer en fonction des nouveaux défis qui émergent.

Le mouvement contre la Loi Travail a, malgré sa défaite, marqué un point d'inflexion dans la situation politique. Le processus de rupture de masses avec le PS qui a entraîné une semi-pasokisation de ce parti, la décantation progressive d'une aile combative dans le mouvement syndical et en particulier au sein de la CGT, le retour partiel de la jeunesse après la vague de défaites de 2007-2010 et enfin l'émergence d'éléments d'une conscience anticapitaliste dont Nuit Debout a souvent été une expression ont laissé des traces au-delà du résultat du conflit.

LES CONTRADICTIONS DE LA MACRONIE

En ce contexte, et dans la suite d'une séquence électorale qui a particulièrement dévoilé la pourriture des institutions et de la « caste politique », l'élection de Macron constitue une issue traversée par de nombreuses contradictions. Car en même temps qu'elle exprime une victoire conjoncturelle de la bourgeoisie et la tentative de constitution d'un bloc social capable de mener la contre-révolution sociale que les classes dominantes réclament depuis fort longtemps, les voies de sa réussite ne devraient pas être un long fleuve tranquille.

Au capital-détestation dont réjouit d'ores et déjà Macron dans les milieux ouvriers les plus conscients s'ajoute l'ambition même de son projet d'attaques, mais aussi les faiblesses due à sa base sociale et parlementaire composite pour le mettre en pratique. C'est dans ces brèches que des affrontements de classe peuvent émerger et c'est à cela que le Congrès doit nous préparer.

PLACE À UNE EXTRÊME-GAUCHE DE COMBAT

Pour cela il faut savoir d'où on part. Affaibli par une crise prolongée, le NPA n'a pu jouer qu'un rôle mitigé (surtout dans la jeunesse) dans le printemps 2016. Il a néanmoins su imposer la candidature de Philippe dans un contexte difficile et a pu avoir un écho extrêmement large, autour d'un profil ouvrier et radicalement anticapitaliste.

Cela montre qu'il est possible de concilier un profil de classe et révolutionnaire avec dialogue avec un secteur des masses, comme l'avait déjà fait le FIT (Front de gauche et des travailleurs) en Argentine. Ce front électoral entre les principales organisations trotskistes d'Argentine autour d'un programme anticapitaliste et d'indépendance de classe vient d'ailleurs de confirmer dans les primaires du 13 dernier un seuil électoral de presque 1 million de voix (plus de 6% des voix exprimées), avec des scores remarquables dans certaines régions comme à Jujuy, où le candidat du FIT, un éboueur d'origine aymara et militant du PTS, a recueilli plus de 12% des suffrages.

Ces expériences constituent à une petite échelle des indications de comment faire émerger une alternative aux nouveaux réformismes qui, malgré les enseignements de l'expérience de Syriza en Grèce, continuent à progresser. C'est en ce sens et dans la continuité de la campagne Poutou que doit aller le prochain Congrès.

LA FRANCE INSOUMISE ET NOUS

D'autant plus que la dynamique électorale et désormais parlementaire de la France Insoumise constitue une donnée importante de la situation, qui exprime à sa façon la nouvelle situation ouverte par le mouvement contre la Loi travail et à laquelle nous serons confrontés en permanence dans la prochaine période. Etablir un dialogue avec les militants et sympathisants de la France Insoumise, c'est une des tâches centrale auxquelles nous aurons à faire face. Mais ce qui montre notre expérience passée avec le Front de Gauche pendant les premières années du NPA, c'est que ce dialogue n'est possible qu'à partir d'une position clairement délimitée sur le plan de la stratégie et du programme.

L'écho de la campagne Poutou a montré, malgré la faiblesse de nos scores, que le phénomène autour de la France Insoumise ne quitte pas l'espace à une gauche ouvrière et révolutionnaire et la situation qui s'ouvre avec le quinquennat Macron devrait nous donner des occasions de montrer notre utilité sur le terrain de la lutte de classes.

LE NPA DE LA CAMPAGNE POUTOU, STOP OU ENCORE ?

Mais elle a montré aussi qu'il est encore possible, malgré les désaccords réels qui nous traversent, de rétablir une pratique commune dans la direction et dans le parti. Malheureusement ce que nous avons vu depuis la campagne c'est l'exacte négation de ces leçons, avec un rétropédalage politique dont notre absence aux législatives a été le symptôme le plus frappant et une volonté affichée par une partie de la direction de s'accaparer les mérites de la campagne pour asseoir une majorité en écrasant les autres sensibilités.

Le retour de la petite musique autour des méfaits des tendances en est un reflet. Et pourtant là encore le bilan des neuf dernières années montre à quel point les politiques qui visent à régler de façon administrative des désaccords politiques ou à écraser les minorités n'ont fait qu'accentuer les tendances à la balkanisation du parti. L'existence de différentes sensibilités plus ou moins publiques dans le NPA est un fait. Vouloir revenir là-dessus en dehors d'une discussion et de synthèses politiques ne peut avoir que des effets destructeurs pour l'organisation.

NPA ET IV INTERNATIONALE (SECRÉTARIAT UNIFIÉ)

Dans ce cadre, la discussion ouverte autour du rapport du NPA à la IV Internationale (Secrétariat Unifié) pose des problèmes politiques importants. Le NPA est né en affichant une volonté de regrouper les anticapitalistes et les révolutionnaires de différentes traditions et s'est de fait constitué par de nombreux camarades ne se reconnaissant pas forcément dans ce courant international, voire se reconnaissant dans d'autres, comme c'est le cas des militants du CCR qui se revendiquent de la FT-QI. C'est dans ce cadre que le NPA n'a jamais été adhérent de la IV-SU, mais seulement observateur.

Ce statut comprenait depuis la fondation du NPA et jusqu'à 2015 la participation du secteur jeune en tant que tel aux Rencontres Internationales Jeunes (RIJ) organisées chaque année par les jeunesses de la IV-SU. Depuis deux ans la direction de cette organisation internationale interdit d'accès aux RIJ une grande partie des militants jeunes du NPA sous prétexte qu'ils (ou une partie de leur courant) se revendiquent d'une autre organisation et tradition. Si en 2015 une délégation de quatre observateurs avait pu assister aux RIJ, cette année cela n'a même plus été le cas après que les mandatés par une réunion des membres de la IV-SU en France n'aient jamais concrétisé le rendez-vous avec les camarades du CCR, et ce malgré nos relances.

Si la question du rapport du NPA à la IV-SU est ainsi en partie objectivement posé, il ne pourra en aucun cas se résoudre encore une fois par des mesure administratives qui esquivent le débat sur la politique menée par ce courant et par ses sections, y compris en France où une partie des dirigeants de l'ex-GA vient de rejoindre la France Insoumise, et qui vont à l'encontre de tout projet de regroupement de révolutionnaires.

Un congrès des choix pour le NPA

LÉON CRÉMIEUX

Notre prochain congrès va se situer au cœur d'une nouvelle situation politique et de l'aggravation de la situation sociale. L'élection de Macron et de sa majorité parlementaire introuvable recouvre une double réalité :

- côté pile, une grande lessive du personnel politique des partis institutionnels qui donne une impression de nouveauté, de changement de repères,
- côté face, une sinistre continuité de toutes les attaques menées par la classe dominante, avec une aggravation déjà à l'œuvre.

Dans tous les domaines, le pire est à attendre. Macron s'est moulé dans les institutions de la Vème République pour accentuer le caractère monarchique du rôle présidentiel et la volonté d'aller vite, sans s'encombrer des navettes parlementaires.

Les ordonnances prévues pour fin septembre représentent la première salve s'attaquant à des piliers du droit du travail, et derrière elle, le système de protection sociale, santé, retraite, chômage. Le projet de budget prévoit une réduction de 20 milliards pour 2018 pour amener les déficits publics à 2.7%. Cela comprend pour moitié une réduction des financements de la protection sociale et pour moitié des réductions sur le budget de l'Etat qui vont directement toucher les salaires et les emplois publics. De même, ce gouvernement qui soi-disant prend mieux en compte la place des femmes, vient de décider une réduction radicale du budget concernant les droits des femmes, à commencer par la question de 'l'égalité entre les hommes et les femmes ». Parallèlement, la baisse de l'impôt sur les sociétés doit baisser de 33,33 à 25% d'ici 2022. De même la taxe sur les dividendes va être supprimée (2 milliards d'euros) et le MEDEF exige un remboursement des montants perçus depuis 2012...

Pour appliquer tout cet agenda, Macron compte utiliser à fond la prétendue « nouveauté » de sa politique.

Dans ce contexte, les pires aspects des politiques antérieures vont s'accroître. Le contenu des ordonnances, l'attaque contre les APL annoncent la couleur.

Socialement, nous avons à faire à un gouvernement de combat. Il en est de même concernant les droits démocratiques contre lesquels Macron poursuit et aggrave les attaques menées par Sarkozy et Valls. L'introduction de la loi des règles d'exception de l'Etat d'urgence va voir aussi la police légitimée davantage dans la pratique des violences contre les jeunes, les salariés et dans les quartiers populaires.

Tous ces éléments plantent le décor des attaques.

Face à cela, le NPA peut et doit jouer un rôle central dans l'organisation de la riposte sociale, de la riposte démocratique et du rassemblement des militants anticapitaliste.

La première question est de construire un rapport de force, de créer un rassemblement de tout le mouvement ouvrier, syndicats, associations, partis contre la succession d'attaques programmées, contre un gouvernement réactionnaire qui promet d'en faire plus que Sarkozy et Hollande réunis, avec la morgue que lui donne la crise de la droite et de la social-démocratie. Il va falloir construire un affrontement social et politique qui dépasse en puissance ce que nous avons pu faire contre la loi El Khomri en 2016. Cela est d'autant moins évident que seuls la CGT et Solidaires se situent en opposition à la politique sociale de Macron et qu'il va donc falloir créer des outils unitaires et, en prenant appui sur le 12 septembre, construire une mobilisation nationale. La construction d'un front social et politique, d'un front social et démocratique : les mesures annoncées sur le plan social et d'attaques contre les droits démocratiques montrent l'ampleur de la tâche.

L'apathie des directions syndicales risque bien de trouver son pendant dans l'apathie de nombreuses forces face aux autres aspects réactionnaires de la politique Macron, notamment sur la question des libertés démocratiques, des violences policières et des attaques contre les migrants. Tout autant de questions sur lesquelles la France insoumise est souvent moins loquaces.

Justement, en lien avec la construction de ces cadres larges de mobilisation, se pose plus que jamais la question du rassemblement politique de la gauche anti-austérité sur un programme d'exigences anticapitalistes. Ce ne sera pas la FI qui sera le creuset de ce front, mais par contre ce front concerne beaucoup de celles et ceux qui se sont mobilisés autour de la campagne Mélenchon, mais bien au-delà aussi.

Le NPA n'est pas au mieux de sa forme, mais il faut prendre totalement appui sur ce qui s'est fait dans la campagne présidentielle et depuis la conférence nationale.

La polarisation électorale autour de Mélenchon et de la FI ne doit pas nous masquer l'écho politique rencontré par notre campagne et les thèmes qui y ont été mis en avant. Cela a été permis, au sein du NPA, par une majorité large lors de la CN et ensuite plusieurs CPN où s'est dégagée une majorité de travail, bien utile pour mener la campagne.

Nous devons donc chercher à rassembler cette majorité de manière stable pour le prochain congrès, afin que le NPA puisse jouer un rôle offensif et unitaire. Et il y a du pain sur la planche.

Chacun a bien compris que l'écroulement du PS donne à la FI la possibilité de se positionner, y compris occasionnellement avec le PCF, sur des bases « Union de la gauche », adossée à un groupe parlementaire, visible médiatiquement. Ce positionnement sera, en pratique, étroitement lié aux institutions et aux prochaines échéances électorales. De plus l'initiative de Mélenchon pour le 23 septembre donne le ton de la manière dont la FI va agir sur le terrain en essayant d'occuper tout l'espace politique d'une opposition de gauche à Macron, tout en stérilisant les dynamiques unitaires.

Nous devons tenir compte de cette réalité, car Mélenchon et la FI s'adressent aux mêmes mili-



tants du mouvement social que nous le faisons. L'exigence que nous devons porter, avec les forces locales du NPA, notamment, est celle de construction de rassemblements militants unitaires, tout en dégagant une autre orientation que celle de la FI, celle de la construction d'un Front politique anticapitaliste unitaire qui ne fasse pas l'impasse sur toutes les questions mises sous le tapis par Mélenchon et trace une perspective anticapitaliste, loin des confusions héritées de Laclau Il y aura un enjeu, nationalement et localement, en pratique une bataille politique vis-à-vis des orientations de la FI

On parle souvent de l'ancien et du nouveau. Dans la phase qui s'ouvre, la dynamique viendra du nouveau, notamment des nouvelles générations forgées politiquement dans les mobilisations El Khomri, COP21, migrants, violences policières, mais beaucoup de structures et de militantEs venuEs de l'ancien (c'est le cas de nous-mêmes et de nombreuses équipes militantes syndicales ou d'associations) seront la charpente de nouvelles constructions.

Nous avons donc l'opportunité de reprendre ensemble le chemin que s'était fixé le NPA à sa création, celui de construire une nouvelle force politique des oppriméEs et des exploitéEs.